PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

4 MAI 1965 — N° 36

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

ILS RECOLTERONT LA TEMPETE

Quinze mille soldats « d'élite », disposant du matériel de la plus puissante armée du monde, occupent un territoire où vivent moins de trois millions d'habitants.

Et cela — la presse, même bourgeoise, la radio même gouvernementale, ne peuvent pas ne pas le dire — pour protéger contre son propre peuple une dictature militaire réactionnaire.

Notre raison c'est celle du plus fort, dit en substance l'impérialisme américain.

On voit que les gens qui, aux Etats-Unis comme dans le monde entier, ont applaudi à la victoire électorale de Johnson contre son rival Goldwater comme étant la victoire d'un « démocrate » sur un « réactionnaire » n'ont fait que contribuer à duper les masses en leur laissant croire que le bulletin de vote permet un choix. En réalité, quel que soit celui qui chausse les bottes, c'est toujours en dernière instance pour nous faire sentir le talon de fer du capital.

Que nous sommes loin des belles paroles de l'« Alliance pour le Progrès », lorsqu'il y a deux ans l'impérialisme américain prétendait vouloir développer l'économie en même temps que la démocratie, dans les pays d'Amérique latine afin, prétendait-il, d'éviter, pacifiquement, le développement du castrisme et du communisme. Si l'impérialisme pouvait effectivement développer harmonieusement l'économie, nourrir les affamés et respecter la dignité des hommes, le communisme n'aurait pas de raison d'être.

Mais l'impérialisme ne peut rien à cela. Au contraire. Il ne peut qu'accroître la misère à un pôle pour augmenter les profits à un autre, il ne peut que régner par la dictature et l'assassinat en foulant au pied toute l'humanité. L'impérialisme apparaît dans toute sa splendeur sous le visage du fascisme. Et le visage du fascisme que nous avons connu en Europe n'a absolument rien à envier au visage que le plus démocratique des impérialistes tourne vers les pays sous-développés ou coloniaux qui essaient de lui échapper.

Mais c'est justement en agissant ainsi que l'impérialisme creuse sa tombe.

Il croit régner par la terreur mais il ne règne que parce qu'il dupe les masses, parce qu'il les trompe par des fictions comme les élections, le bon droit, et autres belles paroles. A partir du moment où sa propre action apprendra aux masses que la force c'est le droit, l'impérialisme aura vécu.

L'impérialisme français a, lui aussi, mené pendant des années des guerres coloniales ignobles. Il est tout à fait capable, il ne peut d'ailleurs faire autrement, de suivre les U.S.A. dans une guerre contre la Chine ou contre l'U.R.S.S., malgré les grands airs d'indépendance que se donne De Gaulle.

Et souvenons-nous du 13 mai 58 : lorsque les institutions « démocratiques » gênent la bourgeoisie, elle les change avec des mitraillettes et fait éventuellement voter ensuite.

Souvenons-nous que notre sort est indissolublement lié à celui de tous les exploités du monde, qu'ils soient de Gennevilliers, de la République Dominicaine ou du Vietnam.

Et, notre sort, si nous voulons un jour le changer, ce ne sera pas en glissant une feuille de papier dans une urne pour désigner lequel des hommes de la bourgeoisie nous voulons voir nous gouverner. Si nous voulons changer notre sort, il nous faudra faire en sorte d'être les plus forts, les armes à la main.

Pour leur part, malgré la supériorité matérielle de l'impérialisme américain, les peuples d'Amérique latine s'emploient à se libérer. Les U.S.A. ont

● Suite page 7

Grèves partielles, locales ou OFFENSIVE GENERALE ?

LES conflits sociaux qui sont en cours depuis plusieurs semaines à Peugeot et à Berliet posent par leur durée le problème de leur généralisation à toute la métallurgie au moins.

Il est cependant évident que les directions syndicales qui mènent la lutte dans ces deux grandes entreprises ne cherchent pas, au contraire, à étendre le mouvement ni même, localement, à intensifier la pression que les travailleurs exercent contre le patronat. Pour Peugeot par exemple, les débrayages limités à 1 heure par équipe ne font baisser la production que de 15 à 20 % tandis que les pertes en salaires subies par les grévistes atteignent ou dépassent 30 % (300 F en général depuis le début).

Dans cette guerre d'usure, du fait de la tactique et des modes de lutte préconisés par les organisations syndicales, les travailleurs sont relativement plus lésés que Peugeot. Et il faut une combativité extrême pour que le mouvement continue.

Cette combativité est d'ailleurs remarquable — n'oublions pas que le mouvement est parti de la tôlerie sud sur l'initiative d'un comité de lutte « clandestin ». La direction ne s'y trompa pas puisqu'elle mit à pied 70 travailleurs de ce secteur (sur 150) en grande partie parce qu'elle ne réussit pas à obtenir les noms des « meneurs » — et c'est cette combativité, et non la détermination des syndicats qui fait que la lutte continue.

Sous prétexte de démocratie, les syndicats ne donnent pas l'ordre de grève totale et illimitée, ils veulent pouvoir justifier le compromis misérable qu'ils ne manqueront pas de passer avec la direction dès que la combativité des travailleurs paraîtra fléchir. Mais la combativité des travailleurs dépend en grande partie de leur confiance dans l'issue de la lutte et celle-ci peut être augmentée... ou diminuée par l'attitude des syndicats.

Dans le cas Peugeot on peut discuter sur l'opportunité d'une grève totale. La forme de grève adoptée a l'avantage de faire venir tous les jours l'ensemble des travailleurs et les plus combatifs peuvent ainsi entraîner tout ou parti les hésitants à chaque débrayage. Une grève totale aboutit à ce qu'une toute petite partie des grévistes occupe l'usine tandis que les autres restent chez eux où la démoralisation peut être plus grande du fait de l'isolement. Et si les piquets perdent le contrôle de l'entreprise la direction peut exercer toutes sortes de pressions et la grève risque d'aboutir facilement à l'isolement des grévistes. Cependant, dans le cas d'arrêts de travail limités dans la journée les presions de la maîtrise ont aussi la possibilité de se manifester. La grève totale est certes une forme de lutte d'emblée plus efficace car elle supprime toute production et, dès le départ, met le patron en face d'un conflit auquel il ne peut mettre fin immédiatement qu'en cédant. Attendre le pourrissement lui coûte de toute façon fort cher. Une fois la décision de grève prise, il n'a plus affaire qu'aux plus combatifs des travailleurs et il lui faut sortir victorieux de toute une série d'épreuves de force pour que la lassitude éventuelle d'une partie des grévistes puisse seulement se manifester et, influant sur le moral des autres, entraîner la démoralisation progressive des combattants. Dans le type de mouvement organisé par les syndicats Peugeot la direction peut, au contraire, chaque matin, espérer voir le nombre des grévistes fléchir et le découragement faire tache d'huile.

Quant à l'argument selon lequel les grévistes perdent moins en faisant une heure de grève par jour, c'est le modèle des arguments stupides car ce qui compte, en définitive, c'est la perte globale que chacun a subi et cela s'apprécie non seulement en heures de grèves « perdues » mais aussi en tenant compte de la victoire ou de la défaite (absolue ou relative) et de l'importance de l'augmentation obtenue. Que vaut-il mieux, 5 semaines de grève d'une heure par jour pour aboutir à 40 F d'augmentation mensuelle (il faut des mois pour compenser le préjudice subi par la grève) ou 5 semaines de grève totale qui aurait fait plier la direction non seulement sur 0,20- de l'heure mais sur des revendications plus importantes et, pas du tout accessoirement, sur le paiement des heures de grève.

De fait, seule une évaluation précise du rapport des forces peut permettre de dire quel choix est le meilleur. Mais ce qui juge les intentions des directions syndicales c'est le choix d'UNE heure de grève (trois heures au total, pour la normale et les deux équipes, mais chaque travailleur n'en fait qu'une). En effet, rien n'empêche les syndicats de porter des coups beaucoup plus sensibles à la production qu'ils ne le font actuellement (150 voitures en moins sur un millier quotidien) tout en conservant les avantages de leur tactique.

Mais le rapport de forces ne s'apprécie pas seulement en fonction de la détermination des travailleurs de l'entreprise, ni en considérant seulement la situation de Peugeot (qui est difficile) il s'apprécie aussi en fonction de ce qui se passe dans les autres secteurs et dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Or, il y a le conflit Berliet où les travailleurs font la preuve, là aussi, malgré une tactique dilatoire des organisations syndicales, d'une combativité extrême. Il y a les conflits de Renaves, de Bull et bien d'autres encore. Les centrales syndicales pourraient, devraient généraliser les mouvements afin d'opposer au front uni patronat-gouvernement le front uni des travailleurs. Mais les différentes centrales ne font rien dans cette voie, Au contraire !

Il faut dire que l'attitude des différentes centrales est nuancée. La CGT-FO garde le silence (malgré les efforts de certains militants révolutionnaires, comme D. Renard dont nous publions plus loin une lettre adressée à la fédération FO des métaux). La CFDT quant à elle défend la généralisation des luttes... là où il n'y en a aucune d'engagée. Nous en avons eu l'exemple à Berliet et aux Câbles de Lyon. Cependant il ne faut pas schématiser. FO fut à l'origine de la grève du 11 décembre et la CFDT (1) vient de diffuser coup sur coup chez Renault, où la CGT veut reprendre des « grèves tournantes », les deux tracts suivants.

S.R.T.A. *C.F.D.T.*

L'ACTION EST NECESSAIRE !

LES TRAVAILLEURS DE CHEZ PEUGEOT SONT EN LUTTE. ET NOUS ?

Depuis 4 semaines les travailleurs de chez Peugeot sont en lutte pour :

— La diminution du temps de travail sans perte de salaire ;
— L'augmentation des salaires ;
— Le droit syndical.

Pensons-nous qu'ils vont pouvoir obtenir ces revendications seuls ?

. . . . . .

Dans les entreprises les travailleurs entrent en lutte face au raidissement patronal : Chantiers navals, Berliet, Chausson, Bull... IL FAUT QUE NOUS ENTRIONS NOUS AUSSI DANS LA LUTTE

Car nous aussi nous voulons : la diminution du temps de travail sans perte de salaire, l'augmentation des salaires, le droit syndical, et...

QUE FONT LES SYNDICATS ?

Les syndicats sont dirigés par des militants ouvriers, O.S. professionnels, mensuels, qui travaillent avec vous, comme vous, c'est à eux que vous devez manifester votre volonté d'agir.

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS REAGISSONS !

Faisons connaître rapidement notre volonté de lutte aux militants des organisations syndicales solides.

Nous ne devons pas laisser le patronat et le gouvernement étouffer la lutte chez Peugeot et ailleurs. Ce serait accepter le recul de la satisfaction de nos justes revendications.

N'ATTENDONS PAS C'EST DES MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR

Ce n'est pas seulement par des débrayages de département que nous obtiendrons : la diminution du temps de travail sans perte de salaire, l'augmentation des salaires, le droit syndical, etc... Il faut aussi agir tous ensemble pour que cela fasse réfléchir : la direction, le patronat et le gouvernement.

● Suite page 2

LA SITUATION CHEZ PEUGEOT
après la 4e semaine de grèves

LE conflit Peugeot entre dans sa cinquième semaine. Dans notre dernier numéro (35) nous avions relaté les événements de la première quinzaine de lutte, montré comment, après une première semaine de mouvements partis de la base, les syndicats avaient repris la situation en mains au cours de la deuxième semaine, appelant les travailleurs à débrayer à 11 heures pour les équipes de la « normale » et du matin, à 20 heures pour l'équipe du soir. Mouvement largement suivi par un nombre croissant de travailleurs.

Puis vint la « trêve pascale », du vendredi 16 au mardi 20 avril, afin d'éviter le non-paiement du Lundi de Pâques.

La trêve pascale n'avait en rien entamé la détermination des ouvriers, contrairement à ce que craignaient certains militants, dont nous étions. Le mercredi 22, à la reprise il y eut plus de grévistes que jamais. Et cette volonté de lutte ne s'est pas démentie depuis, malgré les mots d'ordre et les appels contradictoires, malgré les atermoiements des syndicats. Après un mois de combat, le pourcentage des grévistes reste très important. Certes, au cours des derniers jours, il y eut un très léger fléchissement du nombre des participants (4 à 5 % au plus) dont la direction a fait largement état, comme il va de soit. Mais si, dans les secteurs sur la brèche depuis le début, il y eut des abandons, chaque jour, par contre, voyait entrer dans la lutte des nouveaux. Le dernier mercredi 28, par exemple, à la Mécanique-Nord, en Carrosserie, les débrayages étaient plus importants que jamais. Mieux, lorsque les syndicats, cédant à la pression des ouvriers les plus « battants », augmentèrent d'une heure la durée de la grève pendant deux jours (mercredi 28 et jeudi 29), des travailleurs qui avaient arrêté de faire grève, ont redébrayé. Preuve, s'il en était besoin, que bien des hésitants ou des découragés ne le sont que parce que la conduite du mouvement par les syndicats leur paraît inefficace.

Mais la combativité des travailleurs ne se mesure pas qu'au nombre des grévistes. Les réactions des gars, leur moral, leurs discussions témoignent d'un durcissement. Depuis la reprise après Pâques, et le mouvement s'est accentué depuis, bien des ouvriers estiment avec juste raison qu'il aurait fallu frapper plus fort. Grève illimitée, disent les uns ; grève générale pendant trois jours, disent les autres ; 4 ou 5 heures de grève par jour, préconisent d'autres encore.

Lorsque, le lundi 26, au meeting de 11 heures, les syndicats proposèrent de faire la trêve le mercredi, et de verser l'argent non perdu ce jour-là, aux licenciés, les travailleurs protestèrent avec vigueur, et la proposition fut repoussée à une écrasante majorité. La quête pour les ouvriers sanctionnés se fit donc en plus de la grève et la somme ramassée dépassa largement les chiffres établis. Lorsqu'à ce même meeting, afin de protester contre une note de la direction qui rappelait l'interdiction à l'intérieur de la boîte des défilés, cris, chants et sifflets, les syndicats proposèrent pour le lendemain, un défilé en chantant sur l'air de « nous n'irons plus au bois » et « le petit navire » (!!!), ce fut un beau tollé. Des cris : « L'inter ! l'inter ! » jaillirent de la foule.

Autre manifestation spontanée du climat Peugeot : le samedi soir 24, au cours du match de football disputé à Sochaux, la présentation de la 204 souleva une bronca générale. De fait, cette festivité Peugeot prenait, dans le contexte actuel, l'allure d'une provocation.

Ces quelques faits montrent la détermination farouche des travailleurs de chez Peugeot, et expliquent pourquoi le mouvement dure encore après un mois de lutte, malgré les 250 F au minimum qui constituent le prix actuel de la grève.

Et ce n'est pourtant pas la manière de diriger la lutte des syndicats qui incite les ouvriers à se battre. Car, au lieu de s'appuyer sur ce courant dynamique, pour relancer l'action à un niveau supérieur, intensifier les grèves, seul moyen non seulement d'abattre vraiment Peugeot, mais aussi de rallier les hésitants à la lutte, les syndicats se sont fait l'écho des tendances à la modération, qui existent chez certains travailleurs, c'est incontestable, mais qui ne sont pas les plus déterminantes. Et ce n'est pas dans cette voie que l'on pouvait gagner ces camarades. Au contraire, nous avons vu beaucoup de mensuels débrayer quelques jours, puis quitter le mouvement. C'est seulement en frappant fort que nous pouvions convaincre les plus tièdes et faire l'unanimité, car alors les perspectives de victoire s'ouvraient devant nous.

Mais, tournant le dos à cette solution, les syndicats tournèrent en rond, varient les heures de grèves, les formes de débrayage, sans jamais décider d'amplifier vraiment le mouvement.

● Suite page 7

Grèves partielles, locales ou OFFENSIVE GENERALE?

● Suite de la page 1

LA C.F.D.T. DIT :
PASSONS A L'ACTION
26e JOUR DE LUTTE

CHEZ PEUGEOT !
AUJOURD'HUI A FLINS
3 HEURES DE GREVE

En fin de journée, à l'initiative de la C.F.D.T., un appel C.F.D.T.-F.O. était lancé (la C.G.T. ayant refusé de s'associer à cet appel).

ET NOUS ?

Au cours d'une réunion commune C.F.D.T. et C.G.T., nous avons renouvelé *notre proposition d'entrer dans l'action* tous ensemble, *et le plus tôt possible.*

La position C.G.T. reste inchangée ; d'abord des débrayages sur les revendications de département, devant aboutir à des mouvements d'ensemble « Quand les conditions seront créées ». Ces conditions la C.G.T. nous proposait de les créer en commun !

A la C.F.D.T., nous estimons que les conditions de lutte sont créées par les travailleurs de chez Peugeot qui, depuis 26 jours, s'opposent au pouvoir patronal et défendent des revendications qui sont les nôtres.

Le refus de la C.G.T. de s'engager pour une première action sur une date précise située au plus tard *le jeudi 6 mai, alors qu'il est nécessaire d'élargir au plus vite l'action engagée par nos camarades de chez Peugeot, a empêché que se réalise un accord.*

Comme nous vous le demandions dans nos tracts précédents, manifestez votre volonté de lutte, intervenez auprès de tous les militants pour que se réalise rapidement un accord permettant d'appeler *clairement et ensemble* tous les travailleurs de la Régie Renault à entrer dans l'action.

Nous ne pouvons bien entendu qu'approuver les propositions contenues dans ces textes, et nous estimons que l'heure et la situation nécessitent une offensive générale au moins de la métallurgie qui pourrait débuter chez Renault. Nous regrettons seulement que dans les ateliers de la RNUR la CFDT ne mette pas en pratique ses propositions en prenant l'initiative de consultations des travailleurs et de la constitution de Comités élus par ceux-ci.

En fait à l'heure actuelle le frein principal à l'extension des luttes n'est pas une prétendue apathie des travailleurs mais bien la volonté des grandes centrales (nuancée pour FO et la CFDT).

Que peuvent opposer les travailleurs et les militants révolutionnaires à cette désorganisation qui vient du sommet ?

Il faut d'abord préciser que la situation n'est pas de celles qui permettent à une minorité d'être le catalyseur de la lutte. La combativité des travailleurs n'est pas telle qu'elle cherche à s'exprimer dans l'ensemble indépendamment des directives syndicales, même si dans certains endroits la grève est partie du rang. Ce qu'on peut dire c'est qu'indiscutablement, dans la situation actuelle, les travailleurs de la métallurgie et de certaines autres branches concentrées suivraient les consignes de grève si les syndicats les donnaient.

Alors que faire ? A l'intérieur des syndicats certains militants tentent de faire pression sur leur direction.

Voici par exemple (2) la lettre que D. Renard dont nous parlions plus haut adressait le 21 avril au secrétariat de la fédération Force-Ouvrière des métaux (D. Renard est membre de la commission administrative de cette Fédération) :

Camarades,

Les sanctions prises par la direction Peugeot contre des travailleurs en lutte, les sanctions prises par la direction Berliet contre des travailleurs en lutte, les licenciements maintenus aux Ateliers et Chantiers navals de Nantes, démontrent que le patronat de la métallurgie, au moins pour la province, fait un nouveau pas en avant dans son offensive contre les travailleurs métallurgistes.

Appuyée par le Gouvernement, l'inspection du Travail de Loire-Atlantique n'entérine-t-elle pas les licenciements aux A.C.N. et Giscard-d'Estaing n'est-il pas intervenu personnellement pour exiger de la direction Peugeot qu'elle refuse toute augmentation de salaire ? Le patronat de la métallurgie entend pousser encore plus loin son avantage dans la mesure où les travailleurs métallurgistes parisiens ne réagiront pas devant des attaques qui, en définitive, ne pourront que se retourner contre eux.

L'annonce faite par le journal « France-Soir » de ce jour selon laquelle plusieurs centaines de travailleurs de Chez Chausson seraient licenciés est, à cet égard, révélatrice ?

Dans cette situation, la responsabilité de notre organisation est totale. Laisser les travailleurs de Sochaux, Lyon, Nantes privés de l'aide, dans l'action, *des travailleurs métallurgistes parisiens, c'est, en fin de compte, vouer d'avance leur lutte à l'échec.*

Il faut essayer d'en finir avec « l'apathie » des métallos de la région parisienne, ces métallos que la direction cégétiste use et fatigue dans des grèves tournantes sans issue.

Il est aujourd'hui capital pour notre Organisation qui se veut libre et indépendante de donner le coup d'arrêt nécessaire et indispensable sur la pente inexorable qui, de demi-défaite, en demi-succès, mène le mouvement syndical français directement à l'intégration dans l'Etat.

Il n'y a pas aujourd'hui d'autre issue que d'appeler les métallurgistes parisiens à manifester tous ensemble, à la même heure, devant le siège patronal régional pour soutenir les travailleurs de Peugeot, de Berliet, des A.C.N., sans parler de cette entreprise de Fallières-Saint-Nabord dans les Vosges, fabricant d'appareillages électroniques, qui décide de fermer ses portes *à la suite du refus des ouvriers de cette entreprise d'accepter le licenciement de 9 d'entre eux.*

Il faut agir immédiatement et proposer aux fédérations C.G.T. et C.F.D.T. l'organisation d'une telle manifestation.

Mais il faut faire plus. Si les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. refusent une telle proposition alors il appartient à notre fédération d'alerter les métallurgistes parisiens et, tout en faisant état de nos propositions unitaires, de les convier à une telle manifestation, nos responsables en tête. Une telle décision ne peut être prise que par la C.A. fédérale.

C'est pourquoi je demande au secrétariat de convoquer une commission administrative extraordinaire — il est certain que cela peut se faire en moins de 24 heures — avec un seul point à l'ordre du jour :

— Comment les métallurgistes parisiens peuvent-ils lutter avec ceux de Peugeot, de Berliet, des A.C.N. ?

Recevez, camarades, mon fraternel salut.

RENARD,
membre
de la C.A. fédérale.

Nous avons vu aussi quelle était la position des militants CFDT de Renault. En tenant compte de tout cela, il n'est pas impossible aux militants révolutionnaires d'intervenir. Il leur faudrait organiser des consultations dans les ateliers parmi les travailleurs. Il leur faudrait peut-être utiliser les canaux de FO et de la CFDT, et sûrement créer des comités exprimant la volonté des travailleurs les plus combatifs et permettant de ne pas laisser aux seuls appareils syndicaux la direction des luttes.

Alors la classe ouvrière pourra répondre au patronat et à son gouvernement par le seul argument qu'ils puissent comprendre : la force de centaines de milliers de travailleurs qui sont virtuellement prêts à entrer en lutte en même temps contre le plan de misère du patronat.

Roger GIRARDOT.

---

(1) Sur l'attitude générale de la CGT-Force ouvrière et de la CFDT dans la période actuelle, voir notre article « Les centrales syndicales, la grève... et les élections présidentielles ». VOIX OUVRIERE n° 26 du 15 décembre 1964 où nous écrivions entre autres :

L'attitude des trois grandes centrales s'est modifiée depuis quelque temps, au point que F.O. puisse prendre l'initiative d'une grève générale, mais c'est en fait l'attitude de la C.F.D.T. qui modifie aujourd'hui et modifiera encore plus dans la période qui vient celle des deux autres.

La C.F.D.T. a choisi son camp pour les prochaines élections à la Présidence de la République; elle compte faire de son mieux pour favoriser l'élection de Gaston Defferre. Sa transformation de C.F.T.C. en C.F.D.T. fait d'ailleurs partie de cette option...

La C.F.D.T. va donc s'engager dans une lutte de plus en plus ferme et ouverte contre le gouvernement. On ne sait pas encore quel est son programme d'action et si même elle en a un. Il est évident qu'elle ne reculera pas devant des mouvements importants même de durée relativement longue, surtout dans la fonction publique (c'est moins gênant que dans l'industrie privée, car il ne faudrait tout de même pas trop s'aliéner le patronat). Il s'agit pour la C.F.D.T. d'organiser la lutte contre le blocage gouvernemental des salaires de telle façon qu'elle atteigne son apogée dans les jours qui précèderont l'élection présidentielle.

(2) Le numéro d'avril d'Informations Ouvrières cite plusieurs exemples de telles interventions. (Informations ouvrières, 19, rue Greneta, Paris 2e.)

APRES L'AVERTISSEMENT,
LA LUTTE

A Vénissieux, Berliet a fait un mauvais calcul lorsqu'il a cru nous briser en nous lock-outant pendant plusieurs jours. Déjà, la reprise de jeudi était houleuse. Malgré les offres d'augmentation de la direction, les outilleurs dans leur majorité refusaient de faire les jaunes en effectuant le travail des régleurs. Et vendredi, il en a fait un encore plus mauvais en prétendant « punir » les mensuels pour leur débrayage. Dès que nous avons su qu'il avait fait fermer les portes, notre colère ne s'est plus contenue et la grève de l'après-midi l'a bien montré.

Nous lui avons administré la preuve qu'on ne se jouait pas de nous impunément. Berliet a cru pouvoir nous manœuvrer comme des pantins, mais nous ne le laisserons pas faire. La grève de vendredi était pour lui un sérieux avertissement, à nous maintenant de profiter de la situation pour le mettre à genoux.

Nous le pouvons, sur certains points au moins. Berliet a besoin de nous et, à la réunion paritaire de mercredi dernier, il a bien montré qu'il lui fallait absolument rouvrir son usine. Pour le patron, un lock-out, ça ne peut durer longtemps, cela lui coûte cher. La lettre de « justification » qu'il nous a envoyée, dans un style bien inhabituel de sa part, montre aussi qu'il craint nos réactions. Il fait bien des manœuvres pour essayer d'intimider les régleurs, mais cela ne peut prendre que tant que nos camarades restent isolés.

En rispostant par une grève complète de toute l'usine, jusqu'au bout, nous avons des chances de le faire céder sur la question des salaires. Ce que nous voulons tous, c'est un salaire garanti sur 40 heures. Nous ne voulons pas faire les frais des réorganisations Berliet, ni dépendre pour vivre de ses horaires fluctuants. Une paye de 40 heures, c'est déjà un minimum.

Ailleurs aussi, les travailleurs sont en lutte : chez Peugeot, à Nantes, etc., et notre bagarre à Vénissieux peut contribuer à faire le détonateur de cette lutte d'ensemble de la classe ouvrière.

« Jusqu'au bout », c'est ce que pensent la plupart et ce que disent certains. Ne nous laissons pas effrayer ni freiner. La C.G.T. a fait tout ce qu'elle a pu pour que la reprise se passe dans le calme : quelques débrayages bien orchestrés et encadrés pour « enterrer » l'affaire, ou même essayer de « rabioter » le paiement du lock-out dans les coins où il n'y a pas de régleurs. Mais nous avons montré que nous n'en étions plus là. Ce que nous voulons, c'est :

— Le paiement intégral des journées de lock-out pour *tous* ;

— La garantie d'un salaire décent.

NOUS REPRODUISONS CI-DESSOUS LES TEXTES DE PLUSIEURS TRACTS ET NUMEROS SPECIAUX DE « VOIX OUVRIERE » DIFFUSES LA SEMAINE DERNIERE, SOIT A PEUGEOT, SOIT A BERLIET, SOIT DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Tout dépend de notre détermination. Si nous sommes prêts à engager la lutte avec la combativité que nous avons montrée vendredi, c'est nous qui aurons l'initiative et c'est Berliet qui se lassera avant nous. Et alors, nous serons en mesure de lui imposer aussi le paiement des heures de grève.

Nous avons montré notre force, tous ensemble, une dizaine de milliers de travailleurs, nous avons fait peur à Berliet et à ses directeurs verrouillés dans leurs bureaux. Ils sont faibles. En nous organisant, en élisant des Comités de grève qui représenteront vraiment démocratiquement *l'ensemble des travailleurs*, syndiqués ou non, en prenant nous-mêmes notre lutte en mains, nous ne le ferons pas seulement trembler,

NOUS LE FERONS CEDER !
C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT ALLER DE L'AVANT.

(Numéro spécial de « Voix Ouvrière » diffusé à Berlier, le 24-4-1965.)

PEUGEOT

Nous entrons dans la quatrième semaine de lutte. Et chacun de nous sent bien que nous en sommes au point critique.

Pendant 15 jours, à l'appel des syndicats, nous avons débrayé 2 heures par jour, et assisté en grand nombre aux meetings. Et notre détermination ne s'est pas démentie, même après la trêve pascale, dont nous avions craint, à tort, c'est vrai et c'est tant mieux, qu'elle n'asphyxie le mouvement. Pendant 15 jours beaucoup d'entre nous ont cru, certains sans doute croient encore, qu'avec 2 heures de grève par jour nous allions vaincre Peugeot. Quant à nous, nous n'avons jamais cessé de penser, que dans la chasse au lion, à laquelle nous conviaient à chaque meeting, les syndicats, deux coups de bâton par jour, fussent-ils assénés avec vigueur, ne suffiraient à abattre le lion Peugeot. Mieux vaut le fusil dans ces cas-là. Avec deux heures de grève, nous faisons du tort à Peugeot, mais pas au point de le mettre à genoux. Nous sortons quand-même près de 900 voitures, et cela permet à Peugeot de tenir et d'attendre. Il n'est pas atteint au cœur de sa production.

Il apparaît bien qu'au bout de 3 semaines de luttes, le lion tient toujours sur ses pattes. Il vient même de sortir ses griffes, en supprimant aux doubleurs vendredi, la prime de demi-panier, la prime de doublage, et en faisant sauter un quart d'heure. Il se permet même de se foutre de nous avec cette note rappelant l'interdiction, à l'intérieur de la boîte, des défilés, chants et sifflets.

Aujourd'hui, dans les ateliers, beaucoup disent que ce qu'il faut faire, c'est une grève beaucoup plus longue. Certains même parlent de grève illimitée. A la « Voix ouvrière », nous avons déjà dit depuis le début, qu'il fallait frapper fort, que la situation nous le permet. La saison de l'automobile, la sortie de la 204, la situation financière de Peugeot, tout cela joue en notre faveur. Une telle situation ne se présente pas tous les jours. Il se passera des mois, sinon des années avant qu'une telle occasion ne se reproduise. Pour l'avoir dit, certains bureaucrates syndicaux au cours d'un meeting, nous ont traité de diviseurs voire de provocateurs et de fauteurs de troubles. Mais il est plus facile d'injurier, de traiter la « Voix ouvrière » de torchon que de répondre à ses arguments.

Pouvons-nous, encore maintenant, après trois semaines de combat, passer la vitesse supérieure, et « mettre le paquet » ?

Oui, nous le pouvons, si nous le voulons. *C'est à nous, ouvriers de le décider. Nous avons déjà perdu, depuis le début, à peu près 250 F il dépend de nous que cela ne soit pas pour rien, mais au contraire, que ce soit Peugeot qui soit vaincu et qui paye.*

La situation du patron n'est pas meilleure aujourd'hui qu'il y a 8 jours. Il a toujours le couteau sur la gorge. Il ne tient le coup que dans la mesure où nous n'osons pas frapper plus fort.

Notre combat n'est pas isolé.

A Berliet, à Nantes, à St-Nazaire, à St-Etienne, les travailleurs se battent pour les mêmes revendications, les salaires, les horaires, la sécurité de l'emploi. A Mulhouse, nos camarades d'Indénor sont en lutte. Et les Canuts de Lyon, ont ressorti le drapeau de leurs glorieux ancêtres. A nous de jouer..

(26 avril 1965)
(Numéro spécial de V.O. diffusé à Peugeot).

Travailleurs,

Les conflits sociaux se développent :

A l'Est : **chez Peugeot, à Sochaux ; chez Indénor, à Mulhouse (fabrique de boîtes de vitesses Peugeot) ; chez Berliet à Lyon.**

La lutte est engagée pour de meilleurs salaires et la diminution du temps de travail.

A l'Ouest : **aux Chantiers Navals de Nantes et à ceux de Saint-Nazaire, on lutte contre les licenciements.**

Un peu partout des conflits opposent patrons et ouvriers : Bull General Electric, Forges de Saint-Etienne, Chausson, etc.

Derrière les syndicats, chacun lutte pour des objectifs particuliers avec des moyens d'action particuliers. Quand ces moyens particuliers risquent d'attirer l'attention générale, les syndicats font machine arrière. Chez Peugeot, alors que, la semaine dernière, des meetings rassemblaient chaque jour plusieurs milliers de personnes, cette semaine, après la « trêve pascale », et malgré l'accroissement de la combativité, les syndicats ont décidé des « modalités différentes » qui consistent à permettre aux travailleurs de rentrer chez eux. Les responsables syndicaux ont pensé qu'il devenait dangereux après trois semaines de lutte que les travailleurs continuent à se rassembler. Dans la même crainte ils ont annulé la manifestation qui devait avoir lieu samedi 24 lors de la présentation de la 204.

Tout se passe comme s'il s'agissait de conflits locaux qu'il convient avant tout de ne pas étendre.

Et pourtant, partout, les revendications sont les mêmes :
— Amélioration des salaires,
— Garantie CONTRE l'incertitude du lendemain (chômage, modifications d'horaire, déclassements, etc.).

Le patronat, lui, ne s'y trompe pas :

« S'agit-il de mouvements localisés et provoqués par des circonstances particulières, ou est-ce le début d'une vague revendicative susceptible de se communiquer de proche en proche à de nombreux secteurs de l'économie privée ? Les experts officiels sont plutôt tentés de croire à la seconde hypothèse ». (L'Usine Nouvelle du 22-4-65).

Les patrons s'attendent à une action ouvrière et préparent la résistance. Le gouvernement, estime-t-on dans les milieux patronaux a créé des conditions favorables à cette résistance en mettant fin au suremploi. La consigne patronale est donc : ne pas céder sur les salaires ou sur tout ce qui touche aux salaires.

● Suite page 6

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE «VOIX OUVRIERE»

Se faire respecter

ALLONS-NOUS continuer longtemps à mendier de nos patrons quelques aumônes de 1, 2 ou 3 %, bien contents lorsqu'ils consentent à nous les donner ? A pleurer à la porte de nos employeurs une diminution de l'horaire de travail ? A supplier le gouvernement de bien vouloir consentir à nous protéger contre le chômage alors que son rôle est de protéger les capitalistes et leur régime contre nous ?

Rien qu'entre Peugeot, Berliet et les Chantiers de la Loire-Atlantique, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont en lutte. Cela dans la métallurgie.

Dans l'électronique, la semaine dernière, en plus du conflit Bull, plusieurs milliers d'agents techniques électroniciens débrayaient et manifestaient dans la région parisienne — il est vrai pas bien méchamment.

Il faut savoir ce que nous voulons. Les vacances arrivent. Après, ce sera la rentrée. Puis l'hiver. Aucune raison de remettre à plus tard ce que nous pouvons faire aujourd'hui.

Si nous attendons une amélioration de notre sort, ou même simplement le maintien de notre niveau de vie, de la pitié patronale, alors des pétitions, des débrayages symboliques (chez Bull on a discuté gravement s'il valait mieux faire des débrayages de douze minutes plutôt que de dix-huit — sic —) pourront peut-être suffire à les prévenir que nous sommes malheureux et que nous leur demandons de s'apitoyer sur notre sort.

Mais comment penser que ce sont les bons sentiments ou plus simplement notre bon droit qui feront fléchir les patrons. Au contraire, leur intransigeance se renforce de nos reculades. Ils en viennent même à de véritables provocations contre les travailleurs. A Peugeot les licenciements et les mises à pied de grévistes. A Berliet le lock-out. A Nantes des menaces auxquelles les travailleurs ont d'ailleurs répondu comme il convenait.

Nous savons bien que de la pitié patronale on n'obtient que des miettes... et des coups. Pour obtenir plus il faut l'obtenir de leur peur. C'est parce que le patronat a eu peur en 1936 que nous avons obtenu à l'époque, en plus des 40 heures, les congés payés et des augmentations de 20, 25 % et, dans certains cas, de 100 %. C'est parce qu'ils ont fait très peur à leurs patrons qu'en 1955 les grévistes de Saint-Nazaire ont obtenu des augmentations dépassant 20 %.

Mais, pour cela, il ne suffit pas de débrayages tournants, de démonstrations ou de grèves limitées à une entreprise.

Aujourd'hui que des dizaines de milliers de travailleurs sont en lutte, plus particulièrement ceux de Berliet et ceux de Peugeot, les conditions sont largement remplies pour mobiliser à leur côté une grande partie des travailleurs du pays.

Or, que font les grandes centrales syndicales ? Où en sont les grèves quasi générales du 11 décembre, des 28-29 janvier ? Elles se sont arrêtées là. Et depuis ? Et pourquoi pas maintenant ? Un mouvement général n'est-il pas suffisamment préparé ? N'est-il pas vrai qu'en particulier les travailleurs de la métallurgie suivraient, dans leur ensemble, des consignes de grève ?

Dans les entreprises, les organisations syndicales se taisent honteusement sur la lutte de nos camarades de Peugeot et de Berliet (évidemment nous comptons pour rien les quelques explications embarrassées qu'ils ont dû fournir sur leur silence, dans certains endroits, à cause de ce que nous avions écrit).

La seule exception importante est la Régie Renault où la C.F.D.T. s'est prononcée pour la grève de la Régie aux côtés des travailleurs de Peugeot.

En fait, il revient aux travailleurs les plus décidés de consulter leurs camarades de travail sur l'opportunité d'un mouvement plus large, de créer des comités où se retrouveront, s'ils le désirent, les militants syndicaux honnêtes qui ne se préoccupent que des intérêts des travailleurs et, éventuellement, d'organiser la lutte.

Cela n'est pas facile, certes. Cela ne se fera peut-être pas demain. Mais c'est le seul moyen d'obtenir un salaire décent et d'éviter que la morgue patronale augmente et qu'on nous fasse travailler pour pas grand chose demain et à la schlage après-demain.

V. O.

L'ACTION RÉVENDICATIVE

Chez Chausson

ILS ONT FAIT LA PREUVE DE LEUR INCAPACITE

La S.U.C. peut se réjouir. Jusqu'à présent elle a réalisé ses propres objectifs. Licenciements en cours, déclassements, augmentation d'horaires.

Face aux mouvements de grèves et aux organisations syndicales, elle a utilisé sa tactique habituelle : gagner du temps. Elle a menacé de supprimer les avantages du dernier accord. Elle a attendu que les syndicats entrent dans son jeu. Cela n'a pas été long. Elle a refusé de discuter si les grèves continuaient.

Les syndicats ont arrêté les grèves. Quand les entrevues eurent lieu à nouveau, les syndicats criaient à un recul du patron. Comme il fallait arrêter grèves et manifestations sans trop heurter la grande majorité des ouvriers, tout en montrant au patron qu'on ne voulait plus crier sous ses fenêtres, les syndicats ont organisé une conférence de presse. C'était une forme tapageuse de cesser les grèves. Après deux semaines d'inaction durant lesquelles on était invité à enraciner l'action en s'abstenant de lancer tout mot d'ordre, la direction a décidé de maintenir les avantages acquis. Mais comme il fallait quelques miettes pour justifier l'arrêt des mouvements la direction a lâché 1 % et 50 F de prime. Le patron avait demandé de modifier le projet d'accord. Les syndicats se sont exécutés. Ils se sont agenouillés alors que des milliers d'ouvriers les soutenaient.

Oseront-ils prétendre que si nous avions obtenu si peu c'est parce que les ouvriers ne suivaient pas.

Ils ont pris la responsabilité des grèves. Ils ont décidé de tout sans nous consulter. Ils nous doivent une explication.

Montrons-leur que nous ne sommes pas dupes de leur démagogie et que ce n'est pas impunément qu'on se moque des travailleurs.

(Extrait du N° 188 de la V. O. - Chausson.)

Dans l'Electronique

UNE LUTTE QUI S'ELARGIT

Le 29 avril avait lieu avec succès une manifestation des A.T.E. de la région parisienne. En deux points de regroupement, un au nord, l'autre au sud de Paris, les A.T.E. de différentes usines se sont retrouvés.

Pour Gennevilliers, environ les deux-tiers des A.T.E. ont participé au mouvement. Si c'est la C.F.D.T. qui a lancé ce mouvement; le S.T.E., et la C.G.T. après bien des péripéties, s'y sont ralliés. Le but était d'appuyer les discussions qui auront lieu à la prochaine commission paritaire.

Suffira-t-il d'avoir montré sa force sans avoir à s'en servir ? Les patrons céderont-ils après cela sur les revendications des A.T.E.? Mieux vaut ne pas croire aux miracles. C'est pourquoi il nous faut un programme d'action. La C.F.D.T. dans un tract du 27-4-65 des sections syndicales C.F.D.T. des usines d'électronique de la région parisienne dit : « Cette première manifestation sera un avertissement. D'autres suivront si l'intransigeance patronale persiste à la prochaine réunion paritaire. »

Pour que cela ne risque pas de rester des paroles en l'air, il faudrait d'abord que les A.T.E. soient associés aux décisions concernant la direction du mouvement. Toutes les bonnes volontés et toutes les capacités d'organisation des A.T.E., syndiqués ou non, doivent être utilisées pour servir le but commun. C'est cela la vraie garantie que l'unité dans laquelle les A.T.E. ont participé à ce mouvement, se conservera jusqu'au bout.

(Extrait du n° 165 de la V.O. Thomson.)

A BOURGOGNE

ELECTRONIQUE

ET LA GREVE ?

Depuis le 15 avril date du dernier débrayage, c'est la trêve. Nous voulons bien qu'elle soit dictée « par la sagesse » comme nous l'affirmaient vendredi dernier les syndicats dans un tract, mais nous aimerions bien connaître en quoi consiste cette sagesse, en dehors de l'explication par le « félin qui contracte sa musculature pour mieux bondir ». Car le 15 avril les syndicats disaient qu'il ne fallait pas attendre mai pour connaître le bilan et que nous devions passer à l'action. Ils semblent avoir changé d'idées, sans d'ailleurs avoir jamais demandé aux ouvriers ce qu'ils en pensaient. Nous ne voyons pas pourquoi nous aurions en mai plus de raisons d'être mécontents que maintenant... « et attendons le moment opportun pour frapper un grand coup » ainsi concluent les syndicats. Si pendant la dernière quinzaine, alors que les travailleurs de chez Peugeot poursuivaient leur mouvement, que ceux de Berliet, de Saint-Nazaire, de Nantes étaient en pleine lutte le moment n'était pas opportun pour agir on peut se demander quand il le sera.

Il est encore temps, mais ne tardons pas trop sinon le félin à force de contracter sa musculature risquerait d'attraper des crampes...

A la Régie Renault

LA BOUGEOTTE

Nos camarades de chez Peugeot en sont à leur 4ème semaine de lutte parce qu'ils ne veulent pas accepter les remontées d'horaires, ce que nous n'avons pas su faire chez Renault. Ceux des Chantiers navals de Nantes sont également en lutte ainsi que ceux de chez Berliet suivis par la métallurgie du Rhône. Les tracts syndicaux n'ont jamais été aussi rares qu'en ce moment et ils ne nous expliquent pas que la lutte de ces travailleurs est aussi la nôtre. Dans un tract intitulé « ça bouge », la C.G.T. consacre quelques lignes aux conflits sociaux actuels et le reste du tract à énumérer les actions chez Renault (grégrèves et pétitions pour des revendications catégorielles). Rien d'étonnant à cela puisque Benoit Frachon a déclaré que nos actions pour nos revendications propres entraient dans le cadre de la généralisation des luttes ouvrières qui doivent faire céder les patrons et le gouvernement. C'est certainement pour cette raison que l'on parle de relancer les grèves par secteurs de fabrication.

M. Massé a déclaré mercredi à Limoges que nous consommions de trop et qu'en abaissant le pourcentage de consommation de 4 %, nous pouvions apporter au Plan des ressources suffisantes à sa réalisation. Il est évident que le gouvernement entend obtenir ce résultat en maintenant le blocage des salaires et en supprimant le blocage des prix à la production qui permettra aux capitalistes d'augmenter encore leurs prix. Ces mesures nous touchent tous et nos revendications sont les mêmes pour tous les travailleurs de quelque corporation qu'ils soient :

— augmentation générale des salaires,

— diminution des horaires de travail,

— une véritable échelle mobile qui augmente automatiquement nos salaires à chaque augmentation des prix.

Ces objectifs sont à notre portée, non pas en adoptant la tactique préconisée par les syndicats qui ne cherchent qu'à nous donner l'illusion de faire quelque chose, mais en engageant nous-mêmes l'action.

Ceux de chez Peugeot l'ont bien fait, pourquoi pas nous ?

(Extrait du n° 69 de la VO RNUR Générale).

Imposer une véritable représentation ouvrière

CREDIT LYONNAIS

APRES LES ELECTIONS DE DELEGUES

Un échange de tracts entre le syndicat C.G.T. et la section syndicale C.G.T. du service D.T.D. nous a appris comment une déléguée avait été écartée de la liste présentée par la C.G.T. lors des élections du 29/4.

En effet, alors que les syndiqués de cette section étaient d'accord pour présenter cette déléguée, le secrétariat du syndicat l'avait refusée sur la liste pour présomption d'appartenance à « Voix Ouvrière ». Elle se serait en effet servi de son mandat pour nous renseigner sur ce qui se passait à la délégation. (Oh !).

Il n'est sans doute pas rare que des militants s'opposent à l'appareil de la C.G.T., mais ce qui est plus rare c'est que ce débat soit porté publiquement devant le personnel. Ce dernier était d'ailleurs concerné dans ce cas puisqu'il s'agissait des élections de délégué.

Et dans le service D.T.D., le personnel a réagi. Une pétition, largement signée par les employés, demandait à la C.G.T. de représenter cette déléguée qui avait la confiance de ses collègues ; ceux-ci se moquant bien à quel Parti ou Organisation politique elle appartenait ou n'appartenait pas.

Mais la C.G.T., elle, se « moquait » bien de l'opinion du Personnel dans cette affaire.

Et ceci confirme notre position sur les élections de délégués, où seules des organisations syndicales reconnues représentatives ont le droit de présenter des candidats.

Dans le service D.T.D., un cerla déléguée de D.T.D., les travailleurs l'ont refusé à la C.G.T.

La C.G.T. fait bien de l'honneur à « Voix Ouvrière » en considérant que tous ceux qui s'opposent à ses méthodes bureaucratiques sont regroupés autour de notre petite feuille. Si cela était vraiment, la C.G.T. ne pourrait conserver longtemps les méthodes en question.

Cependant il est certain que par de tels procédés elle ouvre les yeux à de nombreux militants dévoués, exclus de ses rangs, simplement parce qu'ils ne veulent pas se soumettre aux ordres d'en haut.

Il est clair en tout cas que le but de la C.G.T., en accusant tous ses opposants d'appartenir à la « Voix Ouvrière » est de les intimider en leur faisant craindre la répression par la direction.

Il n'est pas exclu, tellement direction et syndicats s'entendent bien en général que la C.G.T. obtienne de la direction la mutation de cette militante C.G.T. qui a osé se rebeller publiquement.

Quant à nous, les travailleurs en jugeront, nous n'avons nul besoin, contrairement à ce qu'elle imagine, de la C.G.T. pour être au courant de ce qui se passe dans notre entreprise.

(Extrait du n° 72 de la V.O., Crédit Lyonnais.)

CITROEN

CONSCIENCE DE CLASSE !

Cette année encore et bien que selon la C.G.T. les ouvriers soient allés de « victoires » en « victoires » depuis que cette organisation syndicale a pris en main la gestion des œuvres sociales, le quorum — c'est-à-dire 50 % des inscrits — n'a pas été atteint aux élections des délégués du personnel. On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. De même, ce n'est pas en offrant des jouets à Noël ou un bon repas au 1er mai que la C.G.T. intéressera les travailleurs aux luttes sérieuses.

Cependant, il y a quelqu'un qui, après ce résultat, doit se frotter les mains : c'est la direction ; la direction, qui augmente ou diminue les horaires quand elle le veut, accélère les cadences quand elle le désire, accorde 4 ou 5 centimes d'augmentation de l'heure quand ça lui fait plaisir et mettra à la porte la moitié de l'usine quand elle en aura envie.

Pourtant ce souverain mépris que la direction montre envers les travailleurs de chez Citroën n'est pas seulement dû à la carence des organisations syndicales. Même si la C.G.T. ne pratique pas une politique de lutte de classe, ce n'est pas en nous croisant les bras que nous obtiendrons quelque chose.

A Citroën, ne pas accomplir ce geste minimum, mettre un bulletin dans une urne, c'est renforcer la direction dans sa volonté de nous considérer comme des quantités négligeables, alors qu'en fait il n'y a pas une seule voiture qui sortirait de l'usine sans nous.

Il ne faut pas oublier que ce droit d'élire des représentants fut obtenu à la suite de luttes sévères, à une époque où les organisations syndicales étaient autrement combatives, parce que justement les travailleurs les forçaient à l'être.

Alors, si nous voulons avoir des représentants dignes de ce nom, des représentants qui ne se borneront pas à nous obtenir un ours en peluche pour Noël ou une entrecôte « Maître d'hôtel » pour le 1er Mai, soyons au moins capables de les élire.

(Extrait du n° 194 de la V.O. Citroën.)

CONDITIONS...

S.N.C.F.

L'AGE DE L'ATOME OU CELUI DE LA POPOTE

Il est souvent question à la télé et dans la presse de nos chemins de fer les plus modernes, les plus rapides du monde. La SNCF vit à l'heure de l'atome, de l'électronique et de l'automatisation. M. A. Germa en est bien convaincu, puisqu'il se félicite dans le N° 124 de « Les nouvelles mensuelles » du 1er arrondissement-exploitation, du Sud-Est, des réalisations mirifiques en faveur des conditions de logement des cheminots.

Pour ceux qui en douteraient d'ailleurs, il est conseillé de faire un petit tour du côté des dortoirs de Bercy la Rapée.

Ici 60 cheminots français et espagnols s'entassent dans une bâtisse. Chacun dispose royalement de 2 m2, et est séparé du reste par une cloison constituée par une couverture accrochée. Ceci on doit le payer 1.400 A.F. par mois. La SNCF prélève directement la somme sur le salaire. Comme cela elle ne risque pas d'attendre le paiement et cela lui rapporte 1.000.000 d'anciens francs par an.

Par contre, les cheminots attendent depuis plus de 3 semaines, le gaz qui ne leur parvient plus.

Et l'on voit « à l'heure de l'atome, de l'électronique, etc. » les cheminots vivre à l'âge de pierre, au sens propre du terme. Car ils sont obligés pour faire la cuisine, de sortir dehors, et de se servir de deux pierres sur lesquelles on pose la gamelle, comme au bon vieux temps.

Alors quoi ? L'électronique serait-elle détraquée ? Les messages ne parviennent-ils plus à la direction ? Ou alors faut-il croire qu'aux chemins de fer les plus rapides du monde, les signaux concernant les conditions de vie des cheminots vont à la vitesse de la tortue et mettent 3 semaines à parvenir jusqu'au chef de gare ?

(Extrait du n° 32 de la V.O. Cheminot)

BOURGOGNE ELECTRONIQUE

UN BON BOL D'AIR

Les ateliers de L.C.C. Steafix où l'on travaille la céramique, utilisée dans la fabrication des condensateurs, sont reconnaissables de loin : les vitres sont blanches, la poussière de céramique emplit l'atmosphère, nous en avalons toute la journée ; cette poudre abrasive use nos chaussures à une vitesse accélérée, et nous abime les mains, bien que la direction « soucieuse de notre santé » nous fournisse une pommade spéciale « Mustella ».

Dans l'atelier où fonctionnent les fours à céramique, l'été dernier pendant les grosses chaleurs, il y a eu jusqu'à 15 ouvrières par jour qui s'évanouissaient prises de malaises. Dans ce bâtiment, la direction a oublié l'aération, il y a un grand mur aveugle avec des vasistas en haut, c'est économique, bien sûr percer des fenêtres cela revient trop cher. Tant pis si nous cuisons dans notre jus.

D'autre part pour le nettoyage des machines nous utilisons du pétrole et du trichlore, ce qui ne fait qu'améliorer la pureté de l'air que nous respirons 9 heures par jour. Nous devrions inviter nos patrons à venir goûter un « bol d'air pur » dans nos ateliers, le vendredi soir en particulier. Notre sécurité ne les intéresse pas.

Pourtant en 1965, il y a des solutions techniques, quand il s'agit d'énergie atomique, de fusées de toutes industries d' « intérêt stratégique ».

Ni les efforts, ni l'argent ne sont économisés pour assurer la sécurité.

Mais pour ces messieurs de la B.E., ce qui compte c'est la « rentabilité ». Tant pis s'ils nous empoisonnent quotidiennement à petite dose.

(Extrait du n° 3 de la V.O. Bourgogne électronique.)

CHAUSSON

10e AVERTISSEMENT

Depuis janvier à H à l'atelier de menuiserie matière plastique la direction donne des bons de travail aux ouvriers chaque fois qu'ils commencent un travail, à Asnières il en est de même.

Ces camarades ont bien réagi en n'acceptant pas de remplir ces fiches de travail mais la direction leur donne un avertissement à chaque fois, certains d'eux en ont eu une dizaine jusqu'à maintenant.

Le but de la direction était d'abord d'avoir des détails plus précis du travail effectue par chaque ouvrier pour ensuite en arriver à donner des temps.

La direction essaie dans la mesure où on lui laisse les possibilités d'appliquer son règlement afin de nous prouver qu'elle est la maîtresse absolue de l'usine. En fin de compte elle sait bien que ce qu'elle peut appliquer c'est ce que nous voulons bien accepter et ceci dans tous les domaines.

(Extrait du N° 188 de la V. O. - Chausson.)

LE DROIT A LA PAROLE

A LA C.I.T.

COMMENT ON TRANSFORME UNE DEFAITE EN VICTOIRE

« L'Echo de la C.F.T. » à travers le camarade licencié, traite la « Voix Ouvrière » de journal anti-syndicaliste. Nous ne sommes pas anti-syndicaliste, nous sommes contre ce que les bureaucraties syndicales font du syndicalisme. Voici par exemple des extraits de ce qui a été diffusé aux compteurs de Montrouge, à T.R.T., à C.S.F., etc...

Sous le titre :

« Pour développer l'union et « l'action des A.T.E. jusqu'au succès...

« Les A.T.E. ont déjà contraint « des directions à reculer :

« C.I.T. : 18 mn de réduction « des horaires hebdomadaires « compensées par 1,5 % d'aug- « mentations de salaires et 2,20 % « d'augmentation de la prime. »

La C.G.T. est vraiment passée maître dans l'art de transformer l'histoire. Ainsi nous apprenons que le mouvement était celui des A.T.E. et non celui de l'ensemble du personnel. La prime de 2 % contre laquelle nous nous sommes tous mis en grève est devenue une prime que nous avons obtenue ! Et évidemment le nouveau pointage et le licenciement d'un de nos camarades sont passés sous silence.

L'arme des bureaucraties syndicales, pour faire croire aux travailleurs des autres entreprises que les grèves tournantes sont payantes, est le bluff. C'est avec des exemples faux tirés de la Thomson que la « Vie Ouvrière » et « L'Echo de la C.I.T. », masquent leur échec et leur renoncement à des luttes plus larges.

Nous ne craignons pas de nous répéter en disant qu'il nous faut une presse ouvrière qui nous informe réellement, car il n'y a pas que le poison de la presse bourgeoise, il y a aussi celui que nous distillent les bureaucraties syndicales. Nous tenons à la disposition des travailleurs le tract à notre permanence, place Balard.

(Extrait du n° 13 de la V.O. C.I.T.)

BOURGOGNE ELECTRONIQUE

MISE AU POINT

Notre parution à B.E. a suscité des réactions dans les hautes sphères, dans les syndicats et même chez le P.S.U. qu'on ne savait pas si « intéressé » par les problèmes ouvriers.

Anarchistes, troubadours, révolutionnaires de salon, diviseurs, etc.

En fait, c'est beaucoup plus facile de nous injurier que de répondre aux problèmes soulevés, celui de la grève en particulier. Les syndicats qui, après avoir annoncé dans la presse des arrêts de travail et une intensification de l'action pour les 21 et 23 avril, font une « sage » pause. Ceux-là ont le culot de nous traiter de diviseurs et de troubadours !

Anarchistes, nous ne le sommes pas. Nous sommes un petit groupe de militants révolutionnaires, ouvriers et étudiants, qui nous réclamons du marxisme et du vrai communisme.

Nous n'avons d'autres prétentions, dans cette feuille, que de dénoncer l'exploitation dont les travailleurs sont victimes, de dire tout haut ce qu'ils pensent et ce sans mâcher nos mots. Les travailleurs nous jugeront aux idées que nous défendons et au combat que nous menons.

(Extrait du n° 3 de la V.O. Bourgogne électronique.)

C.A.F.L.

DROIT A LA PAROLE

Il est choquant de constater qu'à l'usine où nous passons la majeure partie de notre vie, où tout ne marche que grâce à notre travail, nous n'ayons même pas le droit à la parole. Le règlement intérieur interdit à quiconque de prendre la parole dans l'enceinte de l'usine. Comme quoi les fameuses « Liberté - Egalité - Fraternité » s'arrêtent aux portes de l'usine.

Mais le règlement intérieur ne consacre que ce que le patron peut nous imposer. Aussi le droit à l'expression aussi bien oralement que par écrit doit être une de nos revendications constantes. Et si nous sommes prêts à combattre pour cette liberté élémentaire le patron ne saurait s'y opposer.

(Extrait du n° 43 de la V.O. C.A.F.L.).

SUR LES QUAIS

POUR L'EXEMPLE

Sur le port les chefs d'équipe ont un rôle de surveillance plutôt que celui d'aider au boulot. Toutefois comme ils sont responsables du « bon » travail des équipes, ils essayent par des moyens divers, appropriés à leur nature et à leur tempérament de faire augmenter le rendement.

Dernièrement l'un d'eux, trouvant certainement que le travail n'avançait pas assez vite à son gré, a voulu donner l'exemple. Il s'est mis au boulot avec une belle ardeur et à une vitesse de pointe. Dans son zèle il négligeait toutes les précautions et même « brutalisait » les caisses pour aller plus vite. Finalement ce qui devait arriver arriva : ce chef s'est pris la main dans un feuillard et s'est coupé profondément. Que cela lui serve de leçon et à nous aussi. On a voulu nous montrer qu'on pouvait aller toujours plus vite, nous en avons vu les conséquences : l'accident.

Alors prenons-en bonne note. Les bénéfices patronaux ne méritent pas qu'on prenne le moindre risque pour eux. Travaillons à une cadence normale, utilisons les gants et respectons les consignes de sécurité. Le patron gagnera peut-être quelques sous de moins, mais nous gagnerons peut-être de conserver la santé.

SECURITE MINIMUM

Il y a une quinzaine de jours un docker avait eu un accident qui aurait pu avoir des suites graves sans l'intervention rapide des marins-pompiers — et c'est malheureusement un cas fréquent.

Il est inadmissible que sur les quais de Marseille chaque compagnie d'acconage n'ait pas son service d'urgence, et qu'on soit obligé, même pour un simple pansement, d'attendre l'arrivée des marins-pompiers.

La plupart des compagnies n'ont même pas des boites de secours (ni pansement, ni désinfectant) et encore bien moins de poste de secours avec personnel approprié.

Il existe bien, place de la Joliette, une infirmerie centrale avec docteur et infirmier, mais le port de Marseille est long et qu'un accident arrive à l'autre bout, il faut prendre une voiture ou alors deux trolleys successifs pour aller se faire soigner.

Non seulement les compagnies jouent avec l'accident en ne prenant pas toujours les mesures de sécurité nécessaires pour les prévenir, mais encore, elles jouent avec la santé des dockers en ne prévoyant rien — sauf les marins-pompiers — pour les secourir immédiatement le cas échéant.

(Extrait du n° 50 de la V.O. Quais et Docks.)

A SAINT-NAZAIRE

CHANTIERS

SOLIDARITE OUVRIERE, CONNAIS PAS ! Signé : LES SYNDICATS

Destinée au A.C.N., mais trouvant les ateliers déserts ou trop agités, une commande « pressée » a du être envoyée aux Chantiers pour y être exécutée par des « rapides » de Mécanique 2.

Mais où est donc la solidarité avec les grévistes nantais si nous faisons leur travail !

Sans s'en prendre aux compagnons non avertis, on peut s'étonner de la passivité de nos responsables syndicaux. Aurait-on oublié les luttes des dockers (ceux-ci refusant de décharger les navires boycottés par leurs camarades).

Une liaison qui existe à l'échelon international ne serait pas possible au niveau départemental ?

Nous devons être unis au-delà des paroles DANS LES ACTES.

Car les problèmes des métallos nantais sont aussi les nôtres et engager le mouvement pour appuyer leur action, c'est faire un premier pas pour la réalisation de nos objectifs.

BOUCHERIE DE L'ATLANTIQUE

Un camarade a encore payé de sa vie pour engraisser nos patrons. Le 3e en moins de trois ans. Joli palmarès pour le chantier et lorsqu'on sait qu'un tiers des ouvriers arrêtent de travailler par suite d'accidents du travail **par an** on ne peut que crier à l'assassin.

Nos patrons ne craignent pas les foudres de la loi. Elle est faite pour eux.

Qu'importe les morts, le rendement et le profit doivent augmenter car qu'est-ce qu'un ouvrier pour eux ? Moins qu'une machine !

Mais qu'ils n'oublient pas que sans ouvriers au travail il n'y a pas de profit et que notre peau vaut la leur...

U.C.L.A.F.

LE SILENCE EST D'OR

A l'usine 4 des travaux sont en cours.

Nous n'y verrions pas d'inconvénient si nous et les ouvriers qui font les travaux, n'étions pas obligés de supporter à longueur de journée le bruit infernal des compresseurs. Ce boucan est déjà difficile à supporter une demi-heure, mais quand c'est toute la journée il y a de quoi devenir fou (d'ailleurs certains grands chefs de l'usine I ont pris pour eux-mêmes des précautions contre le bruit en interdisant aux camions de passer devant les fenêtres de leurs bureaux). Pourtant ce n'est pas faute de moyens techniques que nous subissons ces inconvénients, mais seulement — comme d'habitude — pour une question de gros sous.

Il existe des procédés permettant de rendre quasiment silencieux les compresseurs (en ne laissant plus que le bruit du marteau-piqueur sur la pierre — ce qui est tout de même beaucoup moins fort —), mais voilà, ça coûte plus cher...

C'est à notre direction, ou à celle des entreprises qui font les travaux, de se débrouiller comme elles veulent.

Mais ce n'est pas à nous de faire les frais de la radinerie patronale, nous venons à l'usine pour gagner notre vie, pas pour devenir sourd.

(Extrait du n° 77 de la V.O. U.C.L.A.F)

OLLIER

CEDER... JUSQU'A QUAND ?

Alors qu'elle refuse absolument d'augmenter les salaires, la direction accélère les cadences aux jantes. Deux soudeurs font maintenant le travail de trois. Les pressions se multiplient ailleurs pour augmenter la production.

Le procédé employé, toujours le même, consiste à faire pression sur un ouvrier, soit en faisant descendre le chrono qui décide de temps arbitraires, soit en promettant 5 ou 10 centimes d'augmentation sur le boni, soit en utilisant simplement la bêtise de quelques-uns.

Une fois que quelques ouvriers ont cédé les autres sont obligés de suivre sous peine de voir sauter leur boni.

Les ouvriers qui ont accepté les nouvelles normes ont à la fois manqué de conscience pour eux-mêmes et joué un rôle inacceptable vis-à-vis de leurs camarades. Certains risquent de se retrouver sans travail ou déclassés par leur faute. Pour la direction, la production sera toujours insuffisante. Ils ont cédé aujourd'hui, ils devront céder demain. A un moment ou un autre, il faudra résister. Alors pourquoi pas maintenant ?

L'ouvrier ne doit plus faire son propre malheur.

Nous n'avons que trop cédé jusqu'à présent. Serrons-nous les coudes et nous tiendrons.

(Extrait du n° 8 de la V.O. OLLIER)

...DE TRAVAIL

QUAND LA DIRECTION TOURNE LA LOI

Les lois bourgeoises sont faites pour être strictement observées par les travailleurs. Quant aux patrons, ils ne les respectent que lorsqu'ils ont le temps. Quand une loi ne leur convient pas, ils en promulguent une autre, et lorsque cela est gênant, ils se contentent de tourner le plus légalement du monde celles qui existent.

Ainsi dernièrement, plusieurs de nos camarades du 145 et du 148 ont été licenciés, et la direction a pris soin de leur faire signer une déclaration dans laquelle ils renonçaient à leur priorité en cas de réembauche dans leur spécialité, en compensation de quoi une cinquième semaine leur était payée.

Conclusion : 1) les licenciements pour manque de travail n'étaient qu'un prétexte pour jeter le trouble et nous démoraliser. Simca a l'intention de s'agrandir et de réembaucher. Mais il lui faut un personnel docile.

2) En lâchant quelques sous, la direction a tourné la législation du travail qui, justement, pour éviter les licenciements par manque de travail déguisés, souvent abusifs, exige la priorité à la réembauche.

Les lois du travail, qui sont loin d'être parfaites, et qui ne peuvent pas l'être dans un régime capitaliste, n'en sont pas moins des améliorations sensibles de notre sort, conquises au prix de grandes luttes ouvrières.

A nous de les faire respecter sur le terrain de la lutte d'abord et à chaque fois que cela est nécessaire devant les conseils de Prud'hommes.

Récemment, la direction a été condamnée à payer 500 F de dommages et intérêts à un travailleur nord-africain qu'elle avait abusivement licencié, le mutant après un retour de maladie à des travaux de force et le licenciant ensuite parce qu'il ne « faisait pas l'affaire ».

(Extrait du N° 95 de la V. O. - Genève.)

RÉORGANISATION...

...CADENCES LICENCIEMENTS

A LA S.A.V.I.E.M.

AVANT LES VACANCES

La chaîne moteur est partie sur les chapeaux de roues.

En attendant le retour des vacances, où nous nous trouverons confrontés avec... les licenciements, nous voyons partir secteur après secteur, la production pour Blainville.

Cela se traduit pour nous par de l'inquiétude, une certaine désorganisation et... des problèmes à la cantine !

De résistance organisée, point. Manque de confiance en nous-mêmes ? Manque de confiance en nos organisations syndicales ? Peut-être. L'espoir de « durer » le plus longtemps possible et de se débrouiller ensuite ? Peut-être aussi.

Mais cela fait l'affaire du patron — et pas la nôtre !

Aujourd'hui ou demain nous serons tous confrontés avec le même problème, alors plutôt que de se présenter les uns après les autres devant le patron, pourquoi ne pas essayer de le résoudre tous ensemble ?

Il est encore temps. Après les vacances, la question sera tranchée... sans nous !

(Extrait du N° 72 de la V. O. - SAVIEM.)

C.A.F.L.

NOUS SOMMES CONCERNES AUSSI

L'industrie du textile de la région, comme celle du Nord, est touchée par la récession. On licencie à la Manufacture Réunie, aux Teintures, etc.

Outre que bon nombre d'entre nous, ont dans leur famille quelqu'un de touché par ces licenciements, nous devons bien comprendre que ce qui est une réalité pour nos camarades du textile est une menace constante pour nous.

Le régime capitaliste ne peut pas fonctionner sans crimes, sans récessions. Aujourd'hui, elles touchent le textile, demain la métallurgie peut-être. Le patronat, bien sûr, essaie de nous faire supporter les conséquences de l'incurie de sa production.

En fin de compte il ne dépend que de nous qu'il y arrive ou non.

A la politique du patronat : celle du licenciement, nous devons opposer la nôtre celle de l'échelle mobile des heures de travail avec maintien du salaire.

(Extrait du n° 43 de la V.O. C.A.F.L.).

Chez Berliet

ET MAINTENANT

Il y a trois semaines, Berliet lock-outait toute l'usine, privant plus de 10.000 travailleurs d'une bonne partie de leur salaire, sous le prétexte que les débrayages de nos camarades régleurs perturbaient sa production. Déjà une quinzaine auparavant, la grève de la maîtrise largement suivie avait montré que le mécontentement chez Berliet touchait tout le personnel, en face des perpétuels changements d'horaires imposés par la Direction depuis la rentrée des vacances de 1964, et des pertes de salaires subies en conséquence.

Depuis quinze jours, ce mécontentement s'est transformé en colère, et la Direction a pu la mesurer à la proportion massive et à la détermination des participants aux différents mouvements de grève, que ce soit ceux des mensuels ou ceux des ouvriers. Depuis plus de quinze jours, les travailleurs de Berliet ont fait la preuve de leur combativité et celle-ci ne faiblit pas.

Mais, pour l'instant, la Direction, elle non plus, ne faiblit pas. Elle n'a apporté jusqu'à présent à nos revendications que des fins de non-recevoir ; en ce qui concerne les régleurs, elle précise qu'elle ne discute que sur un plan « technique » ; et elle a tenu à souligner que, si elle a reçu les délégués et tenu la réunion du Comité d'Etablissement jeudi dernier, ces réunions étaient prévues dès avant le conflit qui a, selon elle, motivé le lockout. Elle se sert même des menaces contre ceux qui détérioreraient son matériel et fait fermer les portes lorsque nous sommes dehors pour « se protéger ».

Le patron reste donc sur ses positions et l'épreuve de force est maintenant engagée entre lui et nous. Il s'agit pour nous de la mener à bien. Si nous faisons le compte, il est clair que la lutte nous a déjà coûté suffisamment cher pour que maintenant un « arrangement » ne soit en fait guère plus qu'une défaite. Un « compromis » ne pourrait pas compenser les forces que nous avons déjà dépensées dans la bataille, ni à plus forte raison nous donner les améliorations pour lesquelles nous nous battons.

Nous sommes engagés dans la partie, et à l'heure actuelle, il ne peut plus s'agir que de faire céder Berliet sur l'ensemble de nos revendications à tous. Ce n'est pas le moment de faiblir, nous devons au contraire le mettre à genoux. Nous en sommes à un point tel que c'est cela ou la marche arrière. La grève coûte cher, dira-t-on. Bien sûr, mais elle coûte cher surtout lorsqu'on est vaincu. Et si nous sommes en position de force, nous pouvons alors imposer à Berliet le paiement de ces heures qu'il nous a fait perdre. C'est lui qui nous accule à la grève, hé bien qu'il le paye ! Qu'il sache alors que plus il s'obstinera dans son refus, et plus cela lui coûtera cher. Ce n'est pas nous qui choisissons la grève, c'est Berliet qui nous y contraint.

C'est pourquoi nous devons maintenant envisager d'accroître encore notre pression, de durcir notre position. Nous devons renforcer notre lutte, compromettre sa production à un point tel qu'il soit obligé de céder. Des débrayages échelonnés n'atteignent pas ce but, c'est le cœur-même de sa production que nous devons atteindre, et de façon sérieuse.

Quoi que ce soit que nous choisissions de faire, il nous appartient, à nous travailleurs, d'en discuter, d'en débattre entre nous. Nous devons, dans les ateliers, dans les bureaux, nous concerter, nous réunir, exprimer nos opinions sur la façon d'envisager la lutte, déléguer des camarades pour faire connaître notre position lors des diverses assemblées qui ont lieu. Nous, à « Voix Ouvrière », nous pensons que c'est un sérieux durcissement de la lutte que nous devons envisager, pour faire céder le patron, mais c'est à tous les travailleurs de donner le leur. Faisons entendre notre voix aux dirigeants des syndicats qui organisent l'action. Faisons notre unité à la base, celle de tous les travailleurs, alors les syndicats verront notre détermination et ils seront obligés d'en tenir compte.

Contre le patron, c'est ainsi que nous serons les plus forts.

(Extrait du n° 82 de la V.O. Berliet)

LE 1er MAI

UNE JOURNÉE DE LUTTE...

CITROEN

MUGUET PORTE-BONHEUR... OU LUTTES OUVRIERES ?

Les élections de délégués sont passées inaperçues chez Citroën. Les syndicats n'ont sans doute pas trouvé le papier nécessaire à la propagande, mais par contre ils n'ont pas hésité à organiser, par l'intermédiaire du C.E., un repas amélioré, à l'occasion du 1er Mai. Ils ont même poussé le culot jusqu'à présenter — avec le menu offert par le « Pastis » communiste français — une page justificative nous expliquant que c'était là une façon de célébrer la journée internationale des Travailleurs, symbole de la lutte de la classe ouvrière.

Ces gens-là manquent à un tel point de pudeur qu'ils nous présentent comme des marques de notre émancipation, ce genre de « réalisation » : jouets pour les enfants, colonies de vacances, repas de Noël, etc..., etc..., osent parler de « grande victoire du mouvement ouvrier » chez Citroën !

Il est utile de rappeler que pour de nombreuses générations de travailleurs, le 1er Mai était tout autre chose que la « Fête du Muguet », chère aux dirigeants actuels des organisations ouvrières !

Le 1er Mai 1886, 340.000 travailleurs se mettent en grève aux U.S.A. pour la journée de 8 heures. La police répond par des coups de feu. Grand meeting de protestation avec 150.000 manifestants. Nombre d'entre eux tombent à nouveau sous les balles.

— En 1889, les syndicats américains et la 2e Internationale décident d'organiser chaque année, le 1er Mai, une grande manifestation internationale.

— Le 1er Mai 1890 est un grand succès en France. Le 1er Mai 1891 voit la tragédie de Fourmies. Puis chaque année, cette date reste liée à nos luttes les plus importantes. En 1936 : un million de manifestants. Puis Pétain et la bourgeoisie française, pour désamorcer la bombe et supprimer cette journée d'affrontements « crèèrent » la « fête du travail ». Mais en 1952, le cortège de la C.G.T. fut attaqué par la police. Encore des morts, tous nord-africains.

L'année dernière encore, des manifestations ouvrières en Espagne, au Portugal, en Tchécoslovaquie et dans de nombreux autres pays marquèrent encore le caractère internationaliste de cette journée.

Ces manifestations sont évidemment très différentes de ce que l'on nous propose en France : se taper la cloche, acheter le brin de muguet des petites marchandes du « Parti », ou écouter les parlotes du meeting de la Bourse du travail, sous l'œil rigolard des flics et rentrer sagement chez soi ensuite. Les organisations ouvrières se montrent incapables d'engager la lutte contre le patronat et l'Etat. C'est un fait ! Pour prendre l'offensive, il nous faudra leur imposer notre volonté ou bien, si elles ne veulent pas comprendre, nous passer d'elles.

(Extrait du n° 194 de la V.O. Citroën.)

CHEZ MICHELIN

SOUVENONS-NOUS !

Le 1er mai à Clermont c'est un jour de repos et c'est une bonne chose. C'est le jour du muguet et c'est gentil.

Mais ce n'est plus la journée de lutte des travailleurs. Seuls quelques dizaines de manifestants défilant derrière des drapeaux rouges font un petit tour folklorique autour de la Maison du Peuple pour commémorer dans l'indifférence générale la fête des luttes ouvrières.

Qui se souvient, en ce jour des ouvriers martyrs de Chicago pendus le 1er mai 1886 pour fait de grève ?

Qui se souvient des premières manifestations où la classe ouvrière contre toutes les interdictions descendait dans les rues pour réclamer, avec les 8 heures, son droit à la vie ?

Pourtant rien n'a changé ! Ce que d'autres ont gagné durement, nous l'avons reperdu : nos misères subsistent semblables ou presque. Pourtant à Peugeot, à Berliet, à Nantes, ce premier mai est un jour de combat. Des milliers d'ouvriers, nos camarades, luttent pour la retraite à 60 ans, les 40 heures, l'augmentation des salaires face à un patronat, un gouvernement, une police qui n'a pas changé depuis 1900. Leur lutte doit devenir la nôtre. En ce jour souvenir, rappelons-nous juin 36.

(Extrait du N° 129 de la V. O. - Michelin.)

CHEZ DESFOSSES

PAROLE D'UN JOUR

Le 1er mai, aucun journal n'est paru. Selon les directives données par le syndicat, aucune dérogation ne devait être accordée. Voilà au moins quelque chose de clair et net.

Mais nous rappellerons pour mémoire que ce qui fut possible le 1er mai ne le fut pas lors de la grève du 11 décembre dernier. Car à cette époque « il était indispensable que les journaux paraissent pour informer le public... ». Faudrait-il croire que le « public » n'avait pas besoin le 1er mai d'être informé sur la situation internationale, ni sur le déroulement des événements chez Peugeot, Berliet, Bull, Nantes, etc.

Non. Tout simplement la contradiction de Lafond et ses partisans s'explique par le fait que ce qui avait pu passer le 11 décembre après force explications qui n'en sont pas, n'aurait pu être avalé le 1er mai, qui aujourd'hui s'il ne ressemble plus aux 1er mai d'antan, reste le symbole des luttes des ouvriers. Et à cela Lafond ne peut pas se permettre de toucher.

(Extrait du n° 113 de la V.O. Desfossés.)

A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différent selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le placardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

ILS RECOLTERONT LA TEMPETE

● Suite de la page 1

pu vaincre à Saint-Domingue comme ils ont vaincu il y a dix ans au Guatemala, mais il ne vaincront pas toujours. La petite Cuba fut déjà un gros échec pour eux. Puis ils essaieront de gouverner la torche à la main, plus le sol s'embrasera sous leurs pas. Les vieux impérialismes d'Europe en ont fait la cruelle expérience et s'ils n'ont pas sombré dans l'épreuve c'est parce que le bras américain les soutenait.

Malgré leur expérience, l'impérialisme U.S. ne peut que recommencer ce qu'ils ont fait. L'impérialisme crée forcément les crises qui le détruiront. Peut-être est-ce les travailleurs des U. S. A. qui renverseront d'abord le géant. Mais il est fort possible que ce soient les peuples d'Amérique latine qui, le faisant passer par toutes les épreuves où les autres puissances ex-coloniales sont passées, le précipiteront dans une série de crises qui nécessiteront l'intervention du prolétariat yankee.

L'humanité court un risque, bien sûr. Car si le prolétariat américain n'est pas à ce moment là à la hauteur de sa tâche, c'est le fascisme qui résoudra la crise américaine en précipitant le monde dans une troisième guerre mondiale.

C'est pourquoi notre sort est lié à ce qui se passe là-bas. C'est pourquoi les exploités du monde entier ont les mêmes intérêts. C'est pourquoi nous devons lutter d'abord contre nos propres capitalistes en balayant chacun devant notre porte, mais c'est pourquoi aussi nous ne pouvons nous désintéresser de ce qui se passe sous d'autres cieux.

La C.G.T. et l'allocation d'étude

● Suite de la page 7

tive offensive et efficace. Alors les travailleurs auraient les moyens d'aider les étudiants à obtenir leurs revendications (en passant disons que si les impôts ne servaient qu'aux étudiants, ce serait déjà un progrès par rapport à leur utilisation actuelle).

Alors aussi verrions-nous les étudiants, même de familles aisées, plus souvent, dans la rue, aux côtés des travailleurs. Mais c'est peut-être cela que la C.G.T. ne veut pas.

Catherine OLIVIER

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

Renault — La grève d'avril-mai 1947

● Suite de la page 8

dérisoire prime de 3 F. Partout où il y a une direction (secteur Collas, département 88), une forte majorité se prononce pour la continuation de la grève, mais l'ende l'usine. Les ouvriers répondent qu'il ne faut pas s'occuper des autres ; dans notre secteur, la majorité est pour la grève. Les moteurs qui tournaient à vide s'arrêtent à nouveau. Mais comme nous sommes seuls à continuer le combat, il serait vain de croire que l'on peut obtenir les 10 F. Nous limitons notre revendication au paiement des heures de grève. Le gouvernement continue à se montrer inflexible. A deux reprises, M. Lefaucheux nous affirme que nous n'aurons rien.

Nous continuerons dans notre prochain numéro le récit de Pierre Bois parue la « Révolution prolétarienne » de juin 1947.

TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION PARISIENNE

Les Ouvriers des Usines Renault en Grève s'adressent à vous

★

Camarades,

DEPUIS LE MARDI 29 AVRIL NOTRE GREVE A PRIS UN CARACTERE GENERAL. Déjà, depuis plusieurs semaines, des grèves partielles réclamant un rajustement des salaires avaient éclaté dans l'usine. Car avec un salaire de 42 francs pour un O. S., face à la montée incessante du coût de la vie, aucun d'entre nous ne peut joindre les deux bouts. C'est pourquoi le vendredi 25 avril, les départements 6 et 18 se mettant en grève, un comité de grève, élu en assemblée générale à la presque unanimité, a été mandaté de mener la lutte pour

10 fr. d'augmentation de l'heure sur le taux de base;
Paiement des heures de grève.

Le Comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la Direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été UNANIMES pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefaucheux, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefaucheux bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'élire librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui dans le passé l'ont aidé dans son action anti-ouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger, pour nous berner une fois de plus.

QUE REPRESENTENT LES 10 FRANCS ?

Devant notre action décidée, le patronat et la direction syndicale opposent à notre revendication des **10 francs une augmentation de la prime à la production. Mais le système des primes au rendement, tout ouvrier le sait, c'est la surexploitation de la force de travail de l'ouvrier et ne présente aucune garantie du point de vue salaire.**

Jusqu'à présent, la politique patronale a toujours été de nous faire courir après les prix à l'aide de petites satisfactions partielles pour calmer notre mécontentement. Notre revendication actuelle, qui est celle du minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la C.G.T., de 7.000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base pour 40 heures de travail, doit mettre fin une fois pour toutes à cet état de choses. Car l'augmentation que nous réclamons doit être garantie par **son adaptation constante aux indices des prix** en fonction de ce qu'il nous faut acheter pour vivre sans mettre en danger notre santé. Nous voulons L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Cette revendication, la C.G.T. elle-même l'avait mise en avant au mois de décembre (salaire minimum vital calculé selon l'indice des prix). Mais la direction de la C.G.T. l'a abandonnée, cependant que, malgré les heures supplémentaires et la cadence toujours plus vive, malgré les promesses sur l'augmentation du pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production, et celles sur la baisse des prix, plus nous travaillons, moins nous gagnons et moins nous pouvons manger. (Dans notre usine la production a augmenté de 150 % tandis que le salaire réel a continuellement baissé.)

Toute la classe ouvrière se trouve dans la même situation. C'est pourquoi notre direction patronale n'a pu que recourir à un subterfuge, en prétextant qu'elle était **en déficit et que c'est la politique gouvernementale qui s'oppose à l'augmentation des salaires.**

A cela nous répondons que **ni le prétendu déficit, ni la politique gouvernementale** n'ont empêché M. Lefaucheux **de trouver l'argent pour payer une augmentation de 30 % sur les produits sidérurgiques.** Mais si le patronat trouve le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour verser une augmentation de 30 % aux potentats milliardaires de la sidérurgie, comme il trouve en général toujours l'autorisation du gouvernement pour toutes ses manœuvres contre les ouvriers et les consommateurs, devant notre pression unanime sur le patronat, nous verrons le gouvernement s'incliner devant la classe ouvrière unanime dans ses revendications, comme il a dû le faire en juin 1936.

NOUS VAINCRONS

On nous présente souvent la puissance des trusts comme un épouvantail qui doit toujours nous écraser. Mais la classe ouvrière, unie dans la défense de ses revendications, n'est-elle pas plus puissante qu'un trust ? Nous avons le monopole de la force de travail, sans laquelle ces messieurs ne peuvent plus récolter des bénéfices.

La revendication que nous formulons est une revendication générale qui intéresse tous les ouvriers. Camarades, nous faisons appel à vous parce que vous êtes dans la même situation que nous et que personne ne peut se résigner à la situation actuelle. Par conséquent, puisque la lutte est inévitable et nécessaire, il faut que nous nous mettions tous ensemble en mouvement, car seule l'union de tous les travailleurs assurera la victoire pour tous. Les sacrifices terribles que nous avons supportés pendant des années, la lutte que nous avons menée depuis 1934 contre le patronat sont un gage que les travailleurs ne se résigneront pas.

Déjà la Section syndicale de l'usine Alathom nous a envoyé un message de solidarité morale et pratique des ouvriers de leur usine avec nous :

« Camarades, nous sommes tous d'accord pour lutter pour ne pas supporter les frais d'un capitalisme qui nous écrase dans la misère, tandis que d'un autre côté une poignée de milliardaires qui ont réalisé des énormes profits continuent comme auparavant à s'enrichir.

Jusqu'à maintenant notre action a été empêchée par ceux qui, tout en se disant nos dirigeants, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte, soit parce qu'ils ont été les complices des patrons, soit parce que n'ayant pas confiance en eux-mêmes, ils ont adopté l'attitude néfaste de l'attentisme.

C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications. Nous avons dû vaincre les mêmes difficultés que vous connaissez. Mais notre exemple vous prouve que ces difficultés peuvent être surmontées : les ouvriers de notre usine ont élu dans la lutte, directement de leur sein, des délégués avec mandat de faire aboutir leurs revendications. La classe ouvrière est riche d'hommes qui se révéleront dans l'action et qui, même s'ils manquent d'expérience au début, peuvent vite, avec l'appui de tous, se corriger dans l'action.

Voilà, camarades, ce que nous avons à vous dire, voilà quelle est la vérité, et vous saurez faire justice de toute la campagne de calomnies qui est l'arme de la division.

Notre usine a commencé le mouvement. Nous appelons tous nos camarades de la métallurgie, tous les ouvriers de la Région parisienne, à se joindre à nous. Faisons pour nous-mêmes, ne fût-ce qu'une partie, des sacrifices que nous obligent à faire tous les jours les patrons pour leur profit et nous vaincrons.

VIVENT LES 10 FRANCS !
VIVE LE MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ECHELLE MOBILE !
VIVE LA SOLIDARITE DE LA CLASSE OUVRIERE UNIE DANS SES REVENDICATIONS !

Le Comité de grève général des Usines Renault.

30 avril 1947.

Les ouvriers de l'Entreprise de Presse Réaumur, de tout cœur avec les grévistes des métaux (Régie Renault), leur adressent leur salut fraternel et sont heureux de leur signaler que les TYPOGRAPHES, ROTATIVISTES, IMPRIMEURS, ROGNEURS et MANŒUVRES ont spontanément abandonné leur salaire pour l'exécution de ce travail.

Société Nationale des Entreprises de Presse, Imp. Réaumur - 100, rue Réaumur, Paris-2e 80-437

Fac-similé du tract par lequel le comité de grève s'adressait aux travailleurs de la région parisienne et qui a été diffusé par ses soins dans plusieurs entreprises et en particulier au défilé du 1er mai 1947.

semble de l'usine se prononce pour la reprise par 12.075 voix contre 6.866. Plus d'un tiers du personnel s'est abstenu.

LA GREVE CONTINUE

Quand on apprend le résultat du vote en faveur de la reprise, le vendredi 10 mai, il est déjà 6 heures du soir, la grosse majorité des ouvriers est partie. Ceux qui restent sont pour la continuation de la grève. Mais que feront les autres ?

Le lundi matin, au secteur Collas, les ouvriers arrivent ; les moteurs tournent déjà ; certains ouvriers se mettent au travail, mais sans beaucoup d'entrain. Un peu plus tard, le Comité de grève convoque une réunion dans le hall. Les ouvriers sont pour la grève. On ne peut tout de même pas reprendre avec 3 F. Le Comité de grève, bien qu'il soit pour la grève, indique les dangers de combattre sans le reste

Numéro spécial

● Suite de la page 2

Sommes-nous décidés à nous laisser faire ?

Sommes-nous décidés à relever le gant en suivant l'exemple de ceux qui sont déjà dans la lutte ?

Les conditions sont favorables, EN CE MOMENT.

Les patrons aimeraient bien que la « reprise » de leurs affaires ne soit pas perturbée par des conflits sociaux.

Or, la hausse des prix de consommation ne va pas manquer de suivre la liberté relative rendue aux prix industriels.

C'est maintenant que nous pouvons saisir le bon bout.

Si nos syndicats sont incapables de le comprendre, ou ne le veulent pas, à nous de les y obliger ou de nous passer d'eux.

Mais surtout ne pas laisser échapper notre chance, ni nous laisser entraîner sur une voie de garage.

LA VOIE DE GARAGE, c'est le débrayage lancé par des syndicats pour des revendications de détail qui amène les sanctions et la reprise avec la « grosse victoire » que représente une partie de la levée des sanctions et la possibilité de faire des heures supplémentaires pour rattraper le temps perdu.

LA VOIE DE L'ACTION, c'est la ratification par les ouvriers :

1) Des revendications essentielles et substantielles :
— Augmentation des salaires d'au moins 200 F par mois,
— Diminution du temps de travail à 40 heures et au-dessous,
— Garantie des salaires et de l'emploi,
— En cas de grève, paiement intégral des heures de grève.

2) Des moyens d'action : grèves, manifestations.

3) De la direction de la lutte :
— Election du Comité de grève parmi les travailleurs SYNDIQUES OU NON, avec définition de ses attributions.

CETTE VOIE NOUS POUVONS LA PRENDRE, ELLE OUVRE LE CHEMIN DU SUCCES ET EN EST LA GARANTIE.

Tract « Voie Ouvrière » diffusé dans toutes les entreprises ou paraissent habituellement des V.O.

● VU DE NOTRE FENÊTRE...

VERCINGETHOREZ

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer les lignes suivantes extraites d'un petit article paru sous le titre : « Pour l'institut Maurice Thorez » dans le dernier numéro de l'Humanité Dimanche.

« Parmi tous les enseignements que l'on peut tirer de l'héritage politique et culturel de Maurice Thorez, ceux qui relèvent de la célèbre formule « Nous continuons la France » sont sans doute parmi les plus riches, très certainement les plus originaux et peut-être même les plus importants.

Personne ne conteste aujourd'hui le caractère véritable de « la Marseillaise » qui est avec « l'Internationale » l'hymne d'espoir et de combat du peuple de France. Il a fallu pourtant arracher « la Marseillaise » à la bourgeoisie et si « la Marseillaise » et « l'Internationale » sont réconciliées et si les plis du drapeau tricolore et du drapeau rouge sont aujourd'hui mêlés c'est à Maurice Thorez que nous le devons.

Le discours prononcé à Choisy-le-Roi en 1936 à l'occasion du centenaire de Rouget de Lisle restera un grand moment de la pensée française.

Mais Maurice Thorez ne nous a pas seulement rendu « la Marseillaise » et le drapeau tricolore ; il nous a rendu bien d'autres couleurs de la France : Robespierre, Saint-Just et d'autres encore que Louis Aragon rappelle fort opportunément dans le dernier numéro des « Cahiers du Communisme » : Jeanne d'Arc et Bonaparte, Victor Hugo et Zola, Péguy aussi.

Tout cet aspect de l'œuvre de Maurice Thorez est malheureusement trop souvent ignoré et le rôle de l'Institut sera déterminant pour le faire connaître. »

IL N'Y A PLUS DE CLASSES (DISENT LES SOCIOLOGUES)

Selon une statistique publiée par l'I.N.S.E.E. à propos des départs en vacances en 1964, 41,3 % de la population française au-dessus de 14 ans a pris des vacances hors de son domicile.

Si l'on examine les catégories professionnelles ont voit que 72,6 % des cadres moyens sont partis en congé (83,9 % des cadres supérieurs et des membres des professions libérales) alors que 42,8 % seulement des ouvriers ont pu se le permettre. Quant au nombre de jours pendant lesquels ils partent, on voit que les cadres moyens prennent 31,3 jours (37,4 j. les cadres supérieurs) alors que les ouvriers partent 23,4 jours seulement.

Ainsi que le montrent ces statistiques, les congés payés n'en sont pas encore à nous permettre d'aller sous des cieux plus cléments passer nos trois ou quatre semaines. A moins, bien sûr, que ces casaniers d'ouvriers français restent chez eux pour pouvoir mettre des cent et des mille de côté !

GRENIER A DROITE... FRAPPER A GAUCHE...

A propes des ventes du journal « Europe-Action », à Saint-Denis, qui se font tous les dimanches aux cris de : « Pas de logement pour les Noirs », « Halte à l'invasion algérienne en France », le député communiste de la Seine, Fernand Grenier, « avait demandé au ministre de l'Intérieur quelles mesures il comptait prendre pour mettre d'urgence un terme à cette agitation raciste... » (Le Monde, 2-3 mai 65).

M. Frey a répondu qu'il ne pouvait rien faire. Il ne fallait pas en attendre plus d'un ministre bourgeois.

Mais rappelons qu'à Saint-Denis même, il y a quelques mois, les dirigeants staliniens du P.C.F. on su organiser des commandos de nervis pour empêcher la vente du journal « Lutte Communiste » (de tendance trotskyste), comme on a pu voir aux portes de diverses entreprises : chez Renault, à la Saviem (Saint-Ouen), chez Neyrpic (à Grenoble), d'autres membres du P.C. tenter de s'opposer par la violence à la diffusion de « Voix Ouvrière ».

Pour le P.C.F., il est bien plus important de lutter contre de véritables communistes « pas dans la ligne », plutôt que de s'opposer aux fascistes d'« Europe-Action ».

« LE PRINTEMPS YOUGOSLAVE 1965 »

Parce qu'il a osé parler des camps de concentration en U.R.S.S., un écrivain yougoslave vient d'être condamné

Le 1er Mai à la Bourse du travail

CURIEUSE CONCEPTION DE L'UNITÉ

SANS PAROLE
(sous peine d'expulsion)

NOUS tenons à protester vivement contre l'attitude du service d'ordre C.G.T. au cours du traditionnel rassemblement du 1er Mai, devant la Bourse du Travail.

Tandis qu'à la tribune les orateurs se relayaient pour proclamer la nécessité de l'unité, de jeunes pro-chinois qui portaient des drapeaux rouges et une pancarte proclamant « le marxisme-léninisme triomphera », puis quelques instants plus tard des militants regroupés autour du bulletin « Révoltes » sur la banderole desquels on pouvait lire « Tous ensemble avec les métallos » et « Avec « Révoltes » contre les abattements d'âge de s a l a i r e s » se voyaient violemment pris à parti par le service d'ordre, leurs banderoles arrachées, eux-mêmes insultés, frappés, expulsés.

A noter que le « Journal du Dimanche » du 2 mai rapportant les faits sous le titre « Les révoltés de la C.G.T. chassés de la Bourse du Travail » prétend que ces jeunes furent expulsés parce qu'ils interrompaient le discours de Léon Mauvais en criant « Démocratie, démocratie ». C'est au contraire parce que, le service d'ordre essayait à ce moment-là de leur arracher leur banderole qu'ils revendiquèrent qu'on ait la décence de respecter dans ce meeting la démocratie dont Mauvais se gargarisait à la tribune.

Comme d'habitude les nervis staliniens criaient à la provocation, alors que ces jeunes, dont les mots d'ordre n'étaient pas tellement différents de ceux que la C.G.T. met en avant, avaient une attitude extrêmement pacifique. On put même voir au début, la foule qui n'avait pas saisi l'appartenance politique exacte des pro-chinois, applaudirent leurs drapeaux et leur banderole.

De pareils procédés, héritage des méthodes staliniennes, sont absolument indignes du mouvement ouvrier. Ils représentent même la négation des buts d'émancipation sociale que celui-ci poursuit.

Ce n'est pas pour cela que les travailleurs qui ont versé leur sang sur cette place de la République, au cours des luttes passées, combattaient, et on ne peut s'empêcher de songer à la manière dont avaient été accueillis par le service d'ordre C.G.T., les martyrs anarchistes du 1er mai 1886, à Chicago, dont le sacrifice est commémoré tous les ans par les travailleurs de tous les pays en cette journée de lutte internationale. Il est vrai que la C.G.T., ses actuels dirigeants et ses nervis n'ont rien de commun avec cette tradition révolutionnaire.

Maurice SCHRŒDT.

UN MAUVAIS CONTACT ... QUAND MAUVAIS N'EST PAS AU COURANT

Du balcon de la Bourse du travail, le 1er Mai, Léon Mauvais cita la phrase d'Engels : « Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis », en se référant aux manifestations de Moscou.

Or, plusieurs jours auparavant Moscou avait annoncé officiellement son intention de remplacer les grandes manifestations traditionnelles du 1er Mai par un simple défilé, et de les reporter au 9 mai, en tant que jour anniversaire de la victoire sur l'Allemagne.

Le 1er mai, c'était une journée de lutte pour tous les travailleurs, une journée internationale par son origine même puisqu'elle avait été fixée en commémoration des grandes manifestations du 1er mai 1886 à Chicago. Par la suite, les 1er mai étaient des véritables journées de bataille pour les prolétaires, des journées qui faisaient peur aux bourgeois.

L'anniversaire du 9 mai 1945 n'a rien à voir avec cela, rien à voir avec la révolution socialiste. C'est la victoire pour une bureaucratie parasitaire, nouvelle maîtresse de l'U.R.S.S. Il faut croire que le 1er mai était encore un symbole qui pesait trop lourd aux dirigeants actuels de l'U.R.S.S. par ce qu'il rappelle comme tradition de luttes et de solidarité ouvrières.

Mais qui sait ? Maintenant qu'on a le feu vert, au P.C.F. comme à la C.G.T., on va peut-être vouloir reporter le 1er mai en France au... 8 du même mois ou au 11 novembre !

La C.G.T. et l'allocation d'études

Des militants de l'Union nationale des Etudiants (U.N.E.F.) sont venus diffuser à la porte de certaines entreprises un tract concernant la revendication de l'allocation d'études.

C'était une bonne initiative de leur part de vouloir tenir les travailleurs au courant des revendications étudiantes.

A notre connaissance, le seul commentaire qu'aient fait les syndicats de ce tract est celui du syndicat C.G.T. du Crédit Lyonnais. Dans le journal « Notre Action » du 21-4-65, on trouve ces lignes, sous le titre « Allocation, oui, mais... » :

« Un tract émanant de l'Organisa-
« tion syndicale estudiantine a été
« récemment distribué à certaines
« portes de l'établissement. Il fai-
« sait état d'une revendication
« d'allocations à tous les étudiants
« afin de leur permettre de pour-
« suivre leurs études. Nous rap-
« pelons à ce sujet la position de
« la C.G.T.

« *Nous appuyons sans réserve*
« *la demande d'allocations à tous*
« *les étudiants dont les familles*
« *ont des ressources modestes.*

« Par contre, des étudiants ve-
« nant malheureusement trop sou-
« vent des familles les plus aisées,
« ainsi que l'indiquent les statis-
« tiques, il ne nous semblerait
« pas normal que nous payions
« tous des impôts pour la géné-
« ralisation d'une allocation. »

La C.G.T. a la même position que le P.C.F. sur l'allocation d'études, ce qui ne saurait surprendre. La façon dont le P.C.F. et la C.G.T. posent le problème est à la mesure de leur réformisme et de leur démagogie.

Sur cette question, la seule position que les travailleurs puissent prendre est, en définitive, *la défense des jeunes, de tous les jeunes face à la société capitaliste.*

Car que demande en fait la C.G.T. ?

Que les jeunes de familles aisées soient dépendants financièrement de leurs parents et que le « fils à papa » le reste, jusqu'à la fin de ses études ? Qu'il ne puisse ni s'affranchir, ni rompre avec les idées de son milieu d'origine sans avoir le droit d'obtenir une aide de l'Etat s'il veut renoncer aux « vivres » familiales.

Sans doute les soi-disant marxistes du P.C.F. et de la C.G.T. pensent-ils que l'émancipation de la jeunesse ne doit être qu'une revendication de la classe ouvrière... Pour les jeunes dont les parents « ont les moyens », il faut laisser l'autorité du père avoir raison de leur jeunesse !

Les manifestations d'étudiants pendant la guerre d'Algérie, par exemple, ont montré que la jeunesse est souvent révolutionnaire... et pourtant « les statistiques indiquent que les étudiants viennent des familles les plus aisées... ».

Plutôt que de faire de la démagogie facile, la C.G.T. ferait mieux de mener une politique revendica-

● Suite page 6

Peugeot après la 4e SEMAINE de grève

● Suite de la page 1

LES SYNDICATS

C'est ainsi que le vendredi 23 ils ne font plus débrayer la normale en même temps que les doubleurs du matin et ils suppriment les meetings « afin de permetter aux gars de rentrer plus tôt chez eux. »

Le samedi 24, pas de manifestation à Montbéliard à l'occasion de la sortie de la 204, comme il en avait été question. Le lundi 26, c'est donc le fameux meeting relaté plus haut, où leur proposition de trêve pour le mercredi est repoussée par les gars. Le mercredi, cédant pour un moment à la pression des travailleurs les plus combatifs, ils appellent à sortir à 10 heures au lieu de 11 heures et à 19 heures au lieu de 20 heures ; « normaux et doubleurs du matin se retrouvent ensemble. Mais ils proposent pour le lendemain un nouveau changement de programme (!) : dissocier de nouveau les doubleurs du matin de ceux normaux et faire débrayer ceux-ci en même temps que les doubleurs du soir ! ! Finalement, devant les troubles que de tels zigzags provoquent chez les ouvriers, au dernier moment, c'est le contre-ordre et les débrayages du jeudi ont lieu comme la veille...

Mais vendredi, on réduit la grève d'une heure, et les doubleurs du matin redébrayent à 11 heures, les normaux à 15 heures, les doubleurs du soir à 20 heures, et il est question de faire à partir de lundi 40 heures, c'est-à-dire de sortir une production plus forte que ces dernières semaines !

Malgré ces atermoiements, les ouvriers ont débrayé, à chaque fois. Tous les jours, ils ont répondu présent, sans faiblir, tout en se demandant où les syndicats veulent en venir. C'est dire la détermination des travailleurs de Sochaux.

Et les syndicats sont en train de conduire à la faillite cet immense potentiel d'énergie. Trahison pure et simple comme le disent déjà certains ouvriers ? Apparemment, cela y ressemble fort. Tout se passe comme si les syndicats voulaient décourager les travailleurs. Mais en vérité c'est surtout la preuve de leur incapacité à diriger les luttes décisives d'une classe ouvrière résolue et combative. Habitués depuis des années à discuter avec une direction qui voulait bien discuter, parce qu'elle y voyait son intérêt, les syndicats se trouvent dépassés lorsque la direction se refuse désormais à la discussion, et l'entrée en scène des travailleurs qu'ils avaient contribué à se détourner de l'action leur pose des problèmes qu'ils ne sont plus capables de résoudre, car cela impliquerait une politique révolutionnaire à laquelle les syndicats, sur le plan national, ont renoncé depuis longtemps. Et ce que les syndicats attendent, c'est que la direction leur tende une perche, et réengage le dialogue.

Ce langage paraîtra rude à certains militants syndicaux qui ont cru sincèrement au mouvement tel qu'il a été mené, tout au moins dans la première quinzaine. Et d'aucuns ne manqueront sans doute pas de nous traiter à nouveau de diviseurs, voire de provocateurs. Mais nous posons cette question : qui divise les ouvriers ? qui les mène à la défaite ? qui fait figure de rigolos en proposant à des grévistes de défiler sur l'air du petit navire ?

LA DIRECTION

Quant à la direction, elle joue la carte du temps. Au début, elle a attaqué ferme, licenciant et sanctionnant des travailleurs. Mais elle a dû se rendre à l'évidence, les ouvriers n'ont pas reculé. Alors elle a choisi d'attendre, ce qu'elle peut se permettre tant que la grève ne remet pas en cause la rentabilité de sa production, tant qu'elle peut encore sortir assez de voitures pour faire face à ses échéances, même s'il lui faut reculer celles-ci dans des limites restreintes.

Mais la grève ne veut pas mourir de vieillesse. A la grande surprise du patron sans doute, les jours passent, puis les semaines, et le mouvement dure toujours. Dès le vendredi 23, sans crier gare, il pousse quelques pointes de contre-attaque : sur leur carton, les doubleurs voient sauter la prime de doublage, un quart d'heure de paye, une demi-prime de casse-croûte. C'est aussi la note, rappelant qu'il est interdit de défiler, chanter et siffler dans les usines, histoire de montrer aux travailleurs que le lion Peugeot ne recule pas. Dans la dernière semaine, lorsqu'il est question que les doubleurs du soir débrayent à 15 h, la direction, jouant l'intimidation, leur dit que ce n'est pas la peine qu'ils reviennent à leur poste de travail après le débrayage.

Mais la direction sait aussi être « intime » dans ses manœuvres, et spéculant sur les difficultés financières des familles ouvrières, elle envoie aux travailleurs une lettre personnelle, s'adressant aux ménagères, rappelant les pertes déjà subies, celles à venir au cas où la grève entamerait une troisième quinzaine, d'un ton à la fois paternaliste et menaçant, doucereux et cynique. Mais c'est avec humeur que les travailleurs ont accueilli cette longue missive.

Aujourd'hui Peugeot doit reculer les délais de livraison de la 204. Ceci montre à la fois la portée et les limites de l'action entreprise. Certes le mouvement cause des difficultés à Peugeot mais ces difficultés ne sont pas inextricables. Or tout laisse à penser qu'un durcissement de la grève chez Peugeot — la moitié de la production à bas par exemple — acculerait la Direction à la limite de sa résistance. Est-ce possible ? La politique suivie par les organisations syndicales ne va pas dans cette voie, mais rappelons-nous que le mouvement a éclaté sans elles — et tout prouve que ce n'est que sans elles qu'il pourra triompher.

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

à dix mois de prison. Ce qui surprend le plus dans cette histoire, c'est que la condamnation ait été prononcée alors que le tribunal lui-même reconnaissait que l'écrivain n'avait fait que dire la vérité. Le juge a même osé poser la question suivante : « Considérez-vous que la vérité peut quelquefois être offensante ? » Le prévenu a répondu qu'il ne le croyait pas.

Il avait simplement oublié que la vérité a toujours quelque chose d'offensant pour celui qui a quelque chose à cacher ou à se reprocher.

Et, là-dessus, il apparaît que les dirigeants yougoslaves n'ont rien à envier à leurs collègues russes.

L'EGLISE A L'HEURE ????

Le congrès de l'Union des Œuvres (catholiques) a demandé que les abbés aient les possibilités des touristes « afin de mieux les comprendre », c'est-à-dire qu'ils puissent participer, la conscience tranquille, aux « loisirs » que cette société leur dispense. (« Le Monde » du 24-4.)

Il serait surtout question des vacances. Mais à quand les abbés spectateurs des Folies-Bergères ou du Lido ? Pour mieux comprendre le touriste qui s'offre ces spectacles, peut-être seront-ils bientôt dans la « sainte » obligation de lancer une nouvelle croisade pour l'évangélisation des pécheresses ?

On constate tout de même qu'à la période des curés qui se firent ouvriers pour, eux aussi, mieux nous « comprendre », les autorités religieuses préfèrent celle des abbés en blue-jeans, l'appareil photographique en bandoulière.

Cela comporte tout de même moins de risques pour l'Eglise !

N'OUBLIONS PAS

On a célébré, et on célèbre encore ces jours-ci, le 20e anniversaire de la libération des camps de concentration nazis. A cette occasion, des commentaires et des explications qui nous ont été donnés par des organisations soit nationales, soit d'inspiration P.C.F., il ressort surtout un ultra-nationalisme et chauvinisme rarement égalés.

Toute l'opinion mondiale fut sensibilisée à l'époque et le reste encore vingt ans après, par l'horreur et la cruauté atteinte.

Nulle part nous n'avons entendu la seule explication de cette horreur : le capitalisme et l'une de ses manifestations exacerbées, le fascisme.

Car le fascisme n'est venu au pouvoir en Allemagne que sur le cadavre des organisations ouvrières. Sous la criminelle direction de Staline, l'internationale communiste, mena le prolétariat allemand à la pire des défaites : la défaite sans combat. « Il ne fallait pas se battre contre les fascistes pour ne pas effrayer les classes moyennes. » Mais le fascisme, lui, n'épargna personne et les premières victimes du fascisme qui remplirent les camps de la mort furent les communistes allemands, puis les juifs et opposants de toutes sortes.

Un écrivain antifasciste, Daniel Guérin, nous donna, dans « Fascisme et grand capital », une explication valable du fascisme où n'a strictement rien à voir une soi-disant responsabilité collective du peuple allemand.

Nationalisme et chauvinisme sont les supports du capitalisme enfanteur du fascisme et la classe ouvrière doit refuser toute explication des camps de la mort qui s'appuierait là-dessus.

ABSURDITE

Un guérisseur « soignait » et « soigne » encore, paraît-il, par imposition des mains et en soufflant sur les blessures.

Et tout le monde de s'indigner qu'en plein XXe siècle il règne encore de telles pratiques moyenâgeuses. Mais les mêmes indignés ont recours aux sorciers officiels et patentés : prêtres, rabbins, pasteurs qui s'inspirent de ces mêmes méthodes mais ne les appliquent pas.

Ce sont dans les ancien et nouveau Testaments que l'on parle de ces impositions de mains, de prières et tutti quanti.

Si nous nous indignons de ces pratiques de guérisseurs, rejetons également les pratiques moyenâgeuses qui s'appellent baptêmes, communions, mariages religieux et extrême-onction.

N'oublions pas que les victimes de ces guérisseurs et les guérisseurs eux-mêmes sont des gens qui ont pris pour argent comptant, et à la lettre, les « Evangiles » officiels et respectés.

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins.
- à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIERE » veut :

- Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917 des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.
- Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.
- Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.
- Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.
- Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.

20 ANS D'HISTOIRES RENAULT

La grève d'Avril Mai 1947

Voici la suite du récit de Pierre Bois paru dans la « Révolution prolétarienne » de juin 1947.

LA CGT DANS LE CONFLIT

Les ouvriers du secteur Collas, qui sont à l'origine du conflit, sont pour la grosse majorité des syndiqués à la C.G.T. Mais certains, depuis plusieurs semaines, d'autres depuis plusieurs mois, avaient cessé de payer leurs cotisations, ayant compris la politique de trahison menée par leurs dirigeants syndicaux, comme du reste une forte proportion des ouvriers dans l'ensemble de l'usine.

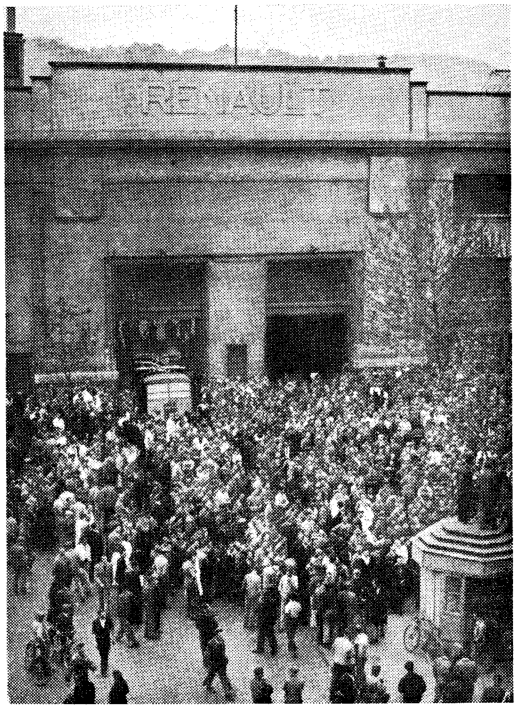
La C.G.T. est contre la grève, car pour elle maintenant « la grève, c'est l'arme des trusts ».

Le premier jour, l' « Humanité » ne parle pas de la grève. Encore un de ces nombreux conflits que la bureaucratie syndicale arrivera bien à étouffer... Le deuxième jour, la grève est définie comme étant l'œuvre d'une poignée de provocateurs.

Chaque jour, un tract du syndicat des métaux est distribué pour discréditer le Comité, ce « Comité de provocateurs ». Les bonzes répandent les calomnies les plus abjectes qui sont plus souvent des insinuations que des affirmations, car ils sont incapables de reprocher quoi que soit aux membres du Comité malgré tout le mal qu'ils se donnent à constituer « leurs dossiers ». C'est ainsi qu'ils se sont servis, pour discréditer le mouvement, d'un certain Salvade que le Comité de grève n'a jamais connu.

Le citoyen Plaisance, après avoir déclaré publiquement à Collas, le lundi matin 28, qu'il se pliait aux décisions de la majorité, n'hésitait pas à déclarer à midi, au meeting de la place Nationale « qu'une poignée de gaullistes-trotzkystes-anarchistes avait voulu faire sauter l'usine ».

Les principes les plus élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds. Au meeting de la C.G.T., le même lundi 28 avril, les ouvriers du secteur Collas qui veulent prendre la parole, sont brutalement refoulés, tandis que la voiture haut-parleur s'éloigne sous les huées de la foule. Au meeting de la C.G.T. du mercredi 30 avril, dans l'île, une opposition encore plus brutale repousse les camarades du Comité de grève qui voulaient approcher du micro pour parler. A l'A.O.C. et à l'atelier 176 particulièrement, les cégétistes se sont barricadés pour empêcher tout contact avec l'extérieur.



Les grévistes du secteur Collas, s'adressent aux travailleurs de la Régie, place Nationale.

Les nervis du P.C.F. n'hésitent pas à s'opposer, physiquement, à tout ce qui n'est pas en concordance avec leur politique. A certains endroits, la provocation est flagrante. Ils insultent et brutalisent des grévistes. Si ceux-ci résistent, c'est la bagarre qui justifie l'intervention de la police. Mais ces manœuvres sont déjouées par la volonté unanime des ouvriers de bannir de telles méthodes. Là où la force aura donné raison au gangstérisme, le discrédit n'en sera que plus affirmé. C'est à la collecte des timbres que ces messieurs s'en aperçevront.

La grève qui s'étend oblige la section syndicale à se joindre au mouvement. Evidemment, elle ne reconnait pas la revendication de 10 F sur le taux de base. Devant le refus de la direction et du gouvernement de lâcher même les misérables 3 F de prime que la section syndicale revendique, celle-ci appelle à un débrayage d'une heure.

Mais les travailleurs de la régie ne sont pas satisfaits. Une fois les machines arrêtées, ils refusent de les remettre en route. Le mardi 29 avril, l'usine compte plus de 20.000 grévistes. Alors la C.G.T. vire encore un peu plus sur la gauche. C'est 10 F qu'elle réclame maintenant comme « prime à la production ».

Mais ce qui compte avant tout, c'est de faire reprendre le travail aux ouvriers.

Aussi, le vendredi, la section syndicale organise-t-elle un vote pour ou contre la grève sur la base d'une augmentation de 3 F de prime. C'est une escroquerie, car la section syndicale n'a pas obtenu la prime de 3 F. Les ouvrier par 11.354 voix contre 8.015 votent la continuation de la grève.

Huit jours se passent, sans que les discussions autour du tapis n'aient rien apporté de nouveau.

En effet, si de son côté, le Comité de grève emploie toutes ses forces à élargir le conflit aux autres usines pour faire capituler le gouvernement (distribution d'un tract dans ce sens par des délégations de grévistes aux autres usines, où ils se heurtent encore au sabotage des délégués cégétistes), le syndicat des métaux, lui, ne cesse de « lancer du sable sur les incendies » qui s'allument çà et là (Unic, Citroën, etc.)

Enfin, les 3 F sont accordés. Nul doute que si les ouvriers avaient voté la première fois pour la reprise du travail, ils n'auraient rien eu. Néanmoins, le syndicat des métaux clame partout sa victoire. Il faut vite reprendre le travail, car, les 10 F, nous les aurons dans « le calme et la discipline ». Un second vote est organisé pour demander aux ouvriers de reprendre le travail. Tous les moyens de propagande sont utilisés. La violence est employée contre les distributeurs de tracts du Comité de grève qui appellent à la continuation du mouvement. On demande aux ouvriers de reprendre le travail avec les mêmes conditions qu'ils ont refusées huit jours plus tôt. Il est clair qu'on spécule sur leur lassitude, car peu d'ouvriers ont la possibilité de vivre plus de huit jours sans travailler ; on spécule aussi sur l'hésitation des travailleurs qui voient parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre du syndicat, mais qui, dans beaucoup d'endroits, n'ont pas de direction à eux. Même ceux qui rejoignent le Comité de grève, s'ils ont pour la plupart une grande volonté de lutte, manquent cependant encore d'expérience.

Partout les ouvriers sont mécontents de reprendre avec une

● Suite page 6

A nos lecteurs de Marseille, Dijon, Grenoble

Le jeudi 20 mai à Marseille.
Le vendredi 21 mai à Grenoble.
Le samedi 22 mai à Dijon,

nos camarades de ces villes organisent des réunions publiques. Ces réunions débuteront toutes à 20 h. 30. Le lieu exact sera précisé prochainement par tracts et affiches.

On pourra aussi se renseigner dans nos permanences locales.

Un camarade de la rédaction de « Voix Ouvrière » y traitera des problèmes de la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire.

En effet, il apparaît de plus en plus que le principal problème politique de l'heure soit la construction, à l'échelle internationale, d'un tel parti.

Dans le monde entier des milliers d'hommes sont entrés en lutte pour conquérir une dignité et une liberté que seul le socialisme peut apporter.

Partout dans le monde ces hommes en lutte construisent au travers de difficultés innombrables et de multiples épreuves, l'avant-garde révolutionnaire.

Ici, bien que le problème ne se pose pas dans les mêmes termes principalement du fait du frein que représente le stalinisme il n'est que voir le succès de librairie — confirmé par de multiples rééditions — des textes révolutionnaires, pour comprendre qu'une nouvelle génération a mûri et que, tout en cherchant sa voie, elle sait dans quelle direction la trouver.

Amis lecteurs, nous ne prétendons pas résoudre à nous seuls tous les problèmes qui se posent. Nous essaierons seulement de dire ce que nous pensons de cette question en fonction de notre expérience.

Nous comptons sur vous et tous ceux que vous pourrez amener. Nous regrouper c'est d'abord confronter nos opinions.

Dès maintenant, réservez-nous cette soirée.

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le **samedi de 12 à 17 heures.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 à 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● **BANLIEUE :**

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

BILLANCOURT. Bar à A l'Olympique », 98, av. du Général-Leclerc le jeudi de 17 h 30 à 19 h 30.

LEVALLOIS : Café « Chez René », 20, rue Baudin. Métro : Pont de Levallois, le **mercredi de 17 à 19 heures.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON : Café National, quai de Strasbourg, tous les **mercredis de 18 à 19 heures.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **jeudis 6 mai et 20 mai de 10 à à 12 h. et de 17 à 19 heures.**

GRENOBLE : Café «D'Autrans» 5, cours Berriat, les **mardis 11 mai et 25 mai de 17 h 30 à 19 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

LYON : Café « Les Etats-Unis » 137, av. du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : « Bar de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le **vendredi, de 18 à 20 heures.**

SAINT-CHAMOND : Café «Idéal-Bar », 4, rue Gambetta, les **jeudis 6 mai et 20 mai, de 18 h à 19 h. 30.**

SAINT-ETIENNE : « Bar des Copains », 11, rue Tréfilerie. **Jeudi, de 15 à 17 heures.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Les Tilleuls », 35, boul. Gambetta. **Le samedi, de 16 à 18 h.**

TOULOUSE : Café « Valade », 39, rue Valade, les **jeudis 6 mai et 20 mai de 17 h à 18 h 45.**

TOULOUSE : « Grand Café des Minimes », 1, avenue des Minimes. **Vendredi 7 mai et 21 mai, de 17 h. 30 à 18 h. 30.**

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson Prouchon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués